

MET ALS NEDERLANDS-TALIGE BIJLAGE:

Waarin onze Partij zich onderscheidt

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Ed Resp

Mr Arnoldy

258, rue de la Jardinière
ANGLEUR

SUPPLEMENT N° 6 pour la Belgique

20 FB

- 1er MAI POUR LA LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE
- LE PLAT RECHAUFFE DU PARLEMENT EUROPEEN
- L'IMMIGRATION EN BELGIQUE
- LES GUERRES D'INDOCHINE
- SUR LA NAISSANCE DU P.C.B
- QUELQUES NOTES
- L'UNIQUE VOIE DE L'EMANCIPATION
PROLETARIENNE
- TRACT SUR LES P.M.E.

1^{er} MAI

Pour la lutte indépendante de classe!

Quatre-vingt dix années sont passées depuis qu'en souvenir des martyrs de Chicago tombés sur le front de la lutte pour la journée de huit heures, le mouvement ouvrier faisait du 1^{er} mai la journée internationale de solidarité de tous les travailleurs.

Depuis cette époque lointaine, la technique appliquée à la grande industrie capitaliste a fait des progrès fantastiques, les forces productives sociales se sont énormément développées et renforcées, le monde entier jouit de ce qu'on appelle les « bienfaits » de la société bourgeoise. Mais, pour la classe ouvrière, le triomphe incontesté de la civilisation du capital a signifié tout, sauf la libération de la peine, du besoin et de la peur.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais, pour des millions et des millions de prolétaires, les huit heures continuent à représenter un horizon lointain. Pour des millions et des millions de prolétaires, elles continuent à représenter une limite au-dessous de laquelle il est interdit de descendre.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais là où la journée de travail a été réduite à moins de huit heures (conquête qui a coûté de dures luttes et dont la défense exige et exigera de dures luttes), elle se traduit par une augmentation énorme de l'intensité du travail, donc de l'usure physique et psychique des travailleurs.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais même dans les pays capitalistes « avancés », l'insuffisance du salaire et le caractère précaire des conditions de vie contraignent des millions et des millions de familles ouvrières à chercher dans les heures supplémentaires, dans le travail au noir, dans le double travail, une solution immédiate au problème angoissant de la survie, tandis que dans les pays « arriérés », jamais la misère et la famine n'ont été si grandes.

Quatre-vingt dix années sont passées et l'armée immense des travailleurs a obtenu par sa lutte le « droit » de jouir d'une quantité plus grande — mais toujours infinitésimale — de l'accumulation de « biens » et de « services » dont la classe bourgeoise est si fière. Mais ce droit a été payé **DANS LES FAITS** par le retour cyclique de ces formes d'épidémie sociale qu'on appelle les crises. Dans leur tourbillon — comme le marxisme l'avait scientifiquement prévu — tout ce qui semblait ou qu'on prétendait sûr devient **ALEATOIRE**, tout ce qui semblait ou qu'on prétendait acquis **S'EN VA EN FUMÉE** : au « travail assuré » succède le chômage partiel ou total, temporaire ou permanent ; aux « revenus garantis » succèdent des salaires incertains, toujours plus en retard sur le coût de la vie.

Comme l'écrivait il y a plus d'un siècle le **MANIFESTE COMMUNISTE**, et comme le confirme encore une fois la situation internationale qui sert de toile de fond à ce 1^{er} mai 1979, pour sortir des crises, la bourgeoisie ne connaît pas d'autres moyens que de « détruire, d'une part, une grande quantité de forces productives », et, « de l'autre, de conquérir de nouveaux marchés et d'exploiter plus intensément les marchés existants ». Ainsi, « elle prépare des crises toujours plus étendues et plus violentes, et elle réduit les moyens pour les prévenir ». C'est pour cela que la classe ouvrière de tous les pays a payé ces quatre-vingt dix années d'incertains « droits acquis » par deux boucheries mondiales, une série interminable de guerres locales, et la menace de futurs conflits encore plus atroces.

PROLETAIRES !

Démentie par la dure leçon des faits, l'idéologie mensongère de la marche bénéfique du progrès capitaliste entraîne dans sa faillite l'idéologie parallèle du réformisme et du gradualisme ouvrier.

Dans sa version traditionnelle, social-démocrate, il enseignait aux prolétaires que, dans leur lutte d'émancipation contre le capital, ils n'avaient pas besoin de détruire l'Etat bourgeois, mais seulement de le réformer à travers une œuvre patiente de conquête de positions avancées à l'intérieur du « système ».

Dans sa version plus moderne, que les partis d'origine stalinienne (même s'ils la désavouent) tentent de faire passer pour « communiste », il ne se contente pas de présenter le socialisme comme le produit d'une extension progressive des droits et des institutions démocratiques, mais il enseigne aux prolétaires que leur émancipation a cessé d'être, comme le proclamaient les Statuts de la Première Internationale, « un problème social qui embrasse tous les pays où existe la société moderne », pour devenir un problème « local et national », à résoudre pays par pays, dans le respect d'une jalouse indépendance réciproque.

Dans ces deux versions, le réformisme ouvrier prétend enfermer la classe ouvrière dans cette même société dont, selon le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, les prolétaires sont appelés par l'histoire à être pour toujours les FOSSOYEURS. Il voudrait transformer la seule classe qui « n'a rien à perdre, dans la révolution communiste, que ses chaînes, et tout un monde à gagner », en esclave RESIGNEE du mode de production existant : craignant Dieu, observant la loi, soumise à la patrie.

PROLETAIRES !

L'appel à la solidarité nationale lancé en chœur par les partis et les syndicats prétendument ouvriers est le prélude, en temps de paix, à la mobilisation sous le signe de la solidarité nationale EN TEMPS DE GUERRE.

Le mot d'ordre des sacrifices, des « luttes responsables », signifie le désarmement de votre classe dans la seule guerre où vous avez raison de combattre : la guerre CONTRE LE CAPITAL.

Le rappel aux règles du jeu démocratique équivaut à déclarer que l'on renonce pour toujours à l'unique voie tracée par l'histoire comme pont de passage obligé vers la société sans classes, vers le communisme : LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT sous la direction du parti révolutionnaire de classe.

Le réformisme ouvrier a abandonné cet objectif, qui n'a et ne peut avoir aucun point de contact avec ceux propres à l'idéologie démocratique. Il a abandonné les méthodes que la lutte pour l'atteindre impose nécessairement et qui sont par définition diamétralement opposées aux méthodes légalistes, pacifistes et conciliatrices du réformisme. Il a abandonné cette indépendance politique et organisationnelle qui seule permet aux prolétaires d'« agir comme classe dans leur lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes ». Il a abandonné l'internationalisme prolétarien en faveur du nationalisme bourgeois et même d'un terne localisme. Tout ceci ne peut que vous rendre désarmés, désunis, sans direction, jusque dans la simple guérilla de résistance quotidienne contre le capital. Tout ceci vous lie les mains en vue non seulement de l'assaut révolutionnaire de DEMAIN, mais de la défense élémentaire du pain et du travail AUJOURD'HUI.

1^{er} mai 1979. Les morts de Chicago et, avec eux, les acteurs anonymes d'un siècle et demi de martyrologie prolétarien dans tous les pays demandent à être commémorés d'une seule manière : EN REPRENANT LA VOIE DE LA LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE !

POUR LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !
POUR LE COMMUNISME !

LECTEURS VENEZ PARTICIPER A NOTRE REUNION (Suivie d'un débat)

qui aura lieu le Samedi 5 Mai à 19 heures
au Café de la Régence, place F. Cocq
1050 BRUXELLES

sur le thème : POURQUOI LA CHINE N'EST PAS SOCIALISTE

LE PLAT RECHAUFFE DU PARLEMENT EUROPEEN

LE PROJET BOURGEOIS

En Août 1915, Lénine écrivait : "Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est à dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats Unis d'Europe sont en régime capitaliste ou bien impossibles, ou bien réactionnaires."

Mais face à la crise et aux contradictions qui s'accumulent, la bourgeoisie s'efforce de mettre à nouveau en avant le mythe d'une Europe unie. Dans la guerre économique actuelle, les débouchés pour les marchandises et les capitaux sont une question vitale pour les pays européens (comme pour les autres d'ailleurs). C'est pourquoi ils vont s'efforcer de s'épauler l'un l'autre pour faire face à la concurrence des autres impérialismes (USA, URSS, Japon ...). Vont-ils le faire en pleine harmonie ? Certainement pas, car si les USA sont le concurrent le plus dangereux, tous rivalisent pour les colonies, les marchés et se bouffent entre eux. Une entente ne peut être basée que sur des rapports de force - donc toujours en changement - bien fragiles ! C'est pourquoi le parlement européen ne pourra avoir beaucoup de pouvoir car il sera supplanté par les intérêts nationaux, avant tout. Certes la bourgeoisie va tenter de régler d'une façon moins anarchique ses problèmes de restructurations, de licenciements, mais elle ne résoudra ni ne temporisera la crise de cette façon. Peut être les bourgeoisies nationales en tireront-elles profit en rejetant les responsabilités des mesures énergiques sur le parlement européen, détournant ainsi la colère des ouvriers sur un objectif moins direct.

UN POINT DE VUE PETIT-BOURGEOIS SUR L'EUROPE : CELUI DE L'EXTRÊME-GAUCHE.

Mais si d'un point de vue historique, ce projet est ou bien impossible ou bien réactionnaire, celui des gauchistes et démocrates de tous poils n'a rien à envier à la bourgeoisie de ce côté là. En effet, ne se contentant plus de se lamenter sur la concentration et la centralisation croissante du Capital, ceux-ci ont décidé d'opposer l'Europe des travailleurs à l'Europe des patrons. C'est sur ce thème que sont nées la liste unitaire de "la nouvelle gauche européenne belge" (dont un des signataires est Pour le Socialisme), le programme de la LRT et celui de TPO Amada. Tous ces groupes, fidèles à leur opportunisme et à leur réformisme, opposent au capitalisme des multinationales, du chômage, au capitalisme de l'oppression et de la répression, leur capitalisme, dont révéraient même les bourgeois, ayant pour unique défaut qu'il n'accouchera jamais ailleurs que dans leurs petites têtes de philistins.

Le point commun et le plus fort de leur programme est la lutte pour l'indépendance économique de l'Europe face à l'URSS (surtout pour Amada) et aux USA. Pour eux, l'Europe des travailleurs serait un pas entre le nationalisme et l'internationalisme. Mais l'indépendance économique d'un Etat ou des Etats Unis d'Europe est désormais impossible ! Et c'est une trahison vis à vis du prolétariat que de le faire croire. Il faut, en effet, noter que même si l'on devait prendre au sérieux la volonté de groupes tels qu'Amada, PLS ou la LRT de réaliser l'Europe des travailleurs, ce mot d'ordre estompe le fait que la victoire révolutionnaire même à l'échelle de l'Europe n'aurait plus, aujourd'hui, l'importance qu'elle aurait eu il y a cent ans, précisément parce que l'Europe n'est plus le maitre du monde. Il estompe le fait que le prolétariat victorieux en Europe aurait à affronter très vite les USA et l'URSS, que sa victoire ne serait qu'un pas dans la lutte mondiale pour le pouvoir. Non seulement une Europe prolétarienne ne pourrait être conquise que par la révolution violente, la guerre civile continentale; non seulement elle ne pourrait être tant soit peu assurée que par la dictature la plus ferme du prolétariat dirigé par son Parti, mais il ne sera pas question de vouloir y instaurer un "paradis socialiste" local : elle ne peut être qu'un bastion avancé de la révolution mondiale, un levier pour la prise du pouvoir en Russie et surtout en Amérique du Nord, faute de quoi, à terme, elle devra périr. Si donc le mot d'ordre en question ne peut avoir de réelle portée historique, il faut chercher ailleurs sa signification profonde. En réalité, tout le discours des organisations prétendant d'"extrême gauche" ne peut être qu'un prétexte pour servir les intérêts impérialistes des pays européens (consciemment ou pas, peu importe les intentions seuls comptent les faits). Comment peut-on avoir le front d'avancer la possibilité d'une coopération économique avec les pays sous-développé sur un pied d'égalité, sans avoir touché quoique ce soit aux bases du capitalisme ? Et comment une "indépendance économique" pourrait-elle s'obtenir sans une guerre économique qui n'est que le prélude à une guerre militaire ?

LE MILITARISME D'AMADA

Sur ce plan là, on peut tirer notre chapeau aux maoïstes d'Amada, pour le coup de main qu'ils dorment à la bourgeoisie pour préparer les prolétaires à la défense de l'Europe. Mais il faut bien voir que leur position n'est que la caricature de celle des autres "gauchistes" (Pour ou LRT) qui fondamentalement sont sur le même terrain... Il suffit de voir qu'elle fut la position de la LRT face à la 2° guerre mondiale pour comprendre qu'elle ne pratiquera pas le défaitisme révolutionnaire en cas de 3° guerre mondiale. C'est donc avec frénésie qu'Amada salue les nouvelles acquisitions de la Belgique en armes défensives (soulignant bien qu'elles ne sont que défensives). Quant aux armes agressives, on suppose qu'il les condamne. (1).

LES PROGRAMMES ATTRAPE-TOUT DE LA LRT ET DE PLS

D'aucun se demanderont peut être pourquoi la LRT n'a pas participé à la liste unitaire de la nouvelle gauche européenne belge. Pour ce qui est des fronts communs, la LRT n'est pourtant pas trop bêcheuse ..! En fait celle-ci aurait bien été prête à faire des concessions, mais le refus d'une plate-forme commune serait plutôt venu de la NGEB, l'attaque venant surtout de "Pour le Socialisme". Ce dernier reproche à la LRT, entre autre, leur divergence sur la nature de l'URSS, sa sous-estimation de l'importance du parlement et enfin son suivisme vis à vis du PC. Et comme il faut bien savoir se démarquer, à son tour, la LRT a trouvé quelques points qu'elle jugeait imprécis ou insuffisants. Par exemple, la plate-forme ne parle pas assez des nationalisations et on ne montre pas suffisamment que les 36 heures doivent être revendiquées pour permettre l'emploi pour tous. Et puis "la crise étant en premier lieu le produit inéluctable des contradictions internes de ce système capitaliste lui-même, c'est de ce point de vue qu'il faut partir pour prendre une position anti-capitaliste claire" (La Gauche du 15.2.79)

Il est à croire que pour différencier un programme réformiste d'un programme "anti-capitaliste clair", tout est question de nuances et de sensibilité très poussée, car à première vue tout est à mettre dans le même sac. Ces deux plates-formes ne visant qu'à réduire les maux du capitalisme : " Pour le pouvoir aux travailleurs, pour un socialisme où ceux-ci assurent la gestion directe de l'ensemble de la société"; mais on éclipe la façon de prendre le pouvoir et sa nature. "Pour la libération des femmes", sans distinction entre les bourgeois et les femmes prolétaires. "Pour la sauvegarde de la nature", le soutien aux luttes d'étudiants", de "professeurs", bref de quoi attirer les plus larges couches de la société, même les bourgeois en mal de vivre.

Deux plates-formes ne touchant pas à sa Sainteté le Capital, n'en ayant pas moins l'ambition, en ce qui concerne la NGE de "développer une culture ouvrière populaire, authentique, mémoire et plaisir du peuple, compagne de ses luttes et porteuse de ses revendications", regrettant que le capitalisme "gomme les entités nationales et régionales (langue, mode de vie ..)". Là aussi il s'agit de rallier toute la petite-bourgeoisie "désolée" de voir s'effondrer le folklore passéiste et s'efforçant de maintenir, au sein même de la société bourgeoise, quelques îlots où il serait encore possible de parler "son" dialecte et de bouffer "son" plat régional! Misère de la petite bourgeoisie prise dans la tourmente de l'histoire!

Programme également réactionnaire en ce qui concerne la lutte des paysans - nostalgie du passé : "la lutte contre la politique agricole commune est aussi une lutte contre la destruction, au profit du grand Capital, de la vie économique et culturelle des régions rurales entières". Rappelons un passage de notre organe en France "Le Prolétaire" N° 102 à ce propos :

"Dans leur programme, les révolutionnaires ne peuvent promettre aux petits paysans leur maintien de leur droit de propriété. En abattant toutes les formes d'exploitation et de parasitisme qui pèsent sur les classes laborieuses, ils délivreront bien sûr le petit paysan, propriétaire ou fermier, des charges qui l'accablent. Mais ils lui montreront avec fermeté la voie qui doit rapidement aboutir à la concentration des terres et à leur exploitation rationnelle. Le petit paysan sera amené à s'intégrer au vaste ensemble productif de la société communiste, débarassé du marché, et à rejeter les liens abrutissants qui le rattachaient à la terre.

On nous dira peut être que ce n'est pas avec un tel programme que nous allécherons les masses paysannes. Avec Engels, nous pouvons répondre : "lorsque les petits paysans auront appris ce que valent les phrases ronflantes et les mélodies que jouent les violons dont leur ciel est empli, ils seront toujours plus nombreux pour reconnaître que nous, qui promettons moins et cherchons le salut d'un tout autre côté, nous sommes en fin de compte les gens les plus "sûrs"".

LE P. C. B. NATIONALISTE

Quant au Parti Communiste, il semblerait qu'il soit divisé sur la question du

Note I : Ou bien il s'agit de démagogie, ou bien ils sont bien peu conséquents pour la défense - car la bourgeoisie, elle, a au moins compris qu'on a parfois besoin d'attaquer pour se défendre!

parlement, on peut lire dans Rode Vaan du 25.I. "le PCB n'est pas opposé à ce que les compétences du parlement européen soient élargies", tandis que du côté francophone on lit dans "Drapeau rouge" du 23.2. "le PCB est d'avis que l'assemblée européenne, telle qu'elle est doit avoir des pouvoirs de contrôle réels sur la commission, le conseil des ministres. Pas question par contre, dans les conditions actuelles, de lui transférer des pouvoirs soustraits aux parlements nationaux."

Comme on le voit, le PC défend avant tout les principes bourgeois de la Nation et de la Démocratie. Quant au problème de l'articulation entre "centres de décisions" européens et nationaux, il l'aborde de manière à augmenter le nombre de ses électeurs en étant pas tout à fait "anti-européen" et en restant franchement chauvin.

Au sujet des PC, la LRT écrit : "Comme tous les réformistes, les partis communistes ont abandonné la stratégie révolutionnaire qui prévoit le renversement du capitalisme et de son Etat, comme condition pour commencer la construction d'une société socialiste. Ils sèment l'illusion que l'on peut réformer le capitalisme de l'intérieur."

Ils sèment et vous arrosez messieurs !!

NON A L'EUROPE CAPITALISTE, OUI A LA REVOLUTION MONDIALE

Après ce tour d'horizon des positions des différents partis face aux prochaines élections d'une assemblée européenne, il doit être clair que celles-ci n'ont, du point de vue de la lutte ouvrière, qu'une fonction anti-prolétarienne. On peut dire que tous ceux qui y participeront, même s'ils se réclament encore du socialisme, contribueront à détourner les travailleurs de leur combat véritable. L'unification de l'Europe capitaliste n'est pas seulement utopique, elle est une mystification qui vise à faire passer un peu plus dans la tête des prolétaires que leur exploitation pourrait être adoucie par des réformes bourgeoises au sommet ou, pire, par la constitution d'un bloc capable de rivaliser avec les super-grands (USA-URSS); elle a donc une fonction politique bien déterminée : écarter les ouvriers de leur véritable perspective historique LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE.

NON A L'EUROPE DU CAPITAL

A BAS LE REFORMISME OUVRIER ET L'OPPORTUNISME

VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES

VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE.

Presse internationale

el-oumami

N° 3 - mars 79

EN LANGUE FRANÇAISE

- Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.
- L'après-Boumediène en Algérie.
- Tour d'horizon international.
- Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise.
- Foyers en lutte : le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T.
- Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb.
- Ce qui distingue notre Parti.
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.

EN LANGUE ARABE

- Iran : Pour la révolution, il faut le Parti.
- Extraits de la plate-forme de l'Internationale communiste (1919).
- Dans le Golfe aussi, la bourgeoisie attaque les travailleurs immigrés.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 3
(mars 79) de

PROLETARIER

- Abschaffung der Lohnarbeit heisst Abschaffung der Produktion für die Produktion.
- Iran : Für die Revolution braucht man die Partei.
- China-Vietnam : Das Lügengebäude des « Nationalen Sozialismus » bricht zusammen.
- Ein Beitrag zum Frauentag : Gegen den Feminismus ! Für den proletarischen Klassenkampf !
- Die Mieterstreik in den Gastarbeiterheimen Sonacotra : Das Erwachen der ausländischen Arbeiter in Frankreich.

il programma comunista

- Fratelli d'Italia, si scoprono l'urto!
- « Grandi manovre » fra imperialismi
- Inghilterra: in vista massicci licenziamenti
- Problemi della lotta per la casa
- Per una via d'uscita dalla disperazione del terrorismo romantico
- A sessant'anni dalla repubblica ungherese del Consigli
- La crisi siderurgica mondiale in cifre
- Rassegna della nostra stampa in lingua tedesca
- Viva la lotta dei lavoratori dell'aria!
- Tutti i mezzi sono buoni per dividere i lavoratori
- Vita di partito

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

L'IMMIGRATION EN BELGIQUE

Véritables centres de la surproduction de Capital à l'échelle mondiale, les pays impérialistes provoquent des migrations fantastiques de main-d'oeuvre. Ces migrations constituent pour le Capital une fraction importante de cette armée industrielle de réserve qui lui est si utile pour faire face aux périodes de "boom" économique et pour y rejeter le surplus de main d'oeuvre en période de crise.

De cette immigration internationale, le capitalisme tire non seulement une partie de la force de travail qui valorisera son Capital mais encore des avantages inappréciables, étant donné que ses "responsabilités nationales" (éducation, pensions ...) sont minimes ou de pure forme. Que l'on pense au droit qu'à l'Etat d'expulser pour "détendre" à l'intérieur de ses frontières la situation sociale, pour contrecarrer l'activité politique ou simplement syndicale des travailleurs immigrés.

La bourgeoisie belge a su très tôt utiliser l'immigration.

A la fin du XIX^e siècle, les immigrés et les flamands fournissent une part importante de bras à l'industrie, aux mines et à l'agriculture wallonne (il y avait 171 000 étrangers en 1890).

Dans le premier après guerre, avant la crise de 1930 qui fit prendre à la bourgeoisie des mesures de limitation de l'immigration (permis de travail, limitation des autorisations d'embauche d'un immigré), les mines étendent leur rayon d'embauche - limité jusque là aux marchés français, allemands et hollandais - à l'Italie et la Pologne.

Dans le second après guerre, la fédération des Charbonnages puise encore 50 000 immigrés en Italie avant d'étendre ses bureaux d'embauche dans les aires transformées par la pénétration de l'impérialisme en d'immenses réservoirs d'immigrants potentiels : en Grèce (1953) en Espagne (1956) au Maroc (1962) et en Turquie (1963). La population immigrée est passée de 350 000 en 1945 à plus de 850 000 - soit près d'un dixième de la population belge (à Bruxelles, leur concentration dans la classe ouvrière est bien plus importante encore (1/3); et en Wallonie 1/5 des ouvriers des deux sexes sont immigrés). Outre l'économie que la bourgeoisie réalise sur l'éducation de l'immigré, et sur les allocations familiales pour ses enfants restés au pays (l'immigré africain ne reçoit que 500 Frs par enfant avec un maximum de 2000 Frs) elle lui impose des salaires déterminés par les conditions de vie inférieures à celles du salarié moyen des pays impérialistes. Si l'on ajoute son absence quasi totale de tradition de lutte collective sur le plan revendicatif, on conçoit facilement l'intérêt qu'a le patronat à recruter et à provoquer la rotation rapide de cette immigration inépuisable qui est - au début de son séjour tout au moins - relativement soumise et dépendante à l'égard du patronat. (Pendant la première année, l'immigré est lié à sa branche d'activité et à son patron, pendant les 2 ou 4 années suivantes il ne peut travailler que dans sa branche d'activité de départ). L'entassement de la population immigrée dans des quartiers insalubres et chez "les marchands de sommeil", l'absence presque totale chez eux des "garanties" dont "jouit" une grande partie du prolétariat "autochtone", les travaux pénibles et dangereux qui lui sont imposés (en 1970 dans les mines, la presque totalité des immigrés, qui formaient la moitié des ouvriers étaient au fond alors que les ouvriers de surface, le quart des effectifs, étaient presque exclusivement des belges) font que cette partie très importante de la classe ouvrière constitue en même temps une grande partie de ce prolétariat "non aristocratique" que Marx décrit dans le Capital. Ce que le prolétariat irlandais était pour l'Angleterre du XIX^e siècle, les prolétaires des régions arriérées le sont aujourd'hui pour les pays impérialistes.

D'après la loi de 1952 "le ministre de la Justice peut renvoyer l'étranger dont il juge la présence dangereuse et nuisible pour l'ordre public, la sécurité ou l'économie du pays". La défense des immigrés face aux mesures bourgeoises de limitation de leurs droits sociaux, politiques et syndicaux n'est pas un devoir moral ou une lutte spécifique, c'est une **NECESSITE VITALE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE**. Sans cette solidarité, il est impossible de surmonter les divisions paralysantes entretenues par la bourgeoisie dans les rangs ouvriers (division qui existe au sein même de l'immigration entre nationalités, entre ancienne immigration aristocratisée et la récente ou entre l'immigration africaine et celle qui est "protégée" par le règlement de la CEE), de forger l'unité prolétarienne indispensable pour se défendre efficacement contre le Capital et pour préparer l'émancipation des travailleurs. "Des mesures de répression vis à vis des immigrés furent prises après la 2^e guerre mondiale, après la question royale, après la grande grève de 1960-1961 et pendant les troubles sociaux et les grèves du Limbourg en 1967" ("Une politique pour les travailleurs immigrés en Wallonie" de Marie Parmentier).

En période de crise économique ou sociale, la bourgeoisie s'attaque à l'ensemble de la classe ouvrière en frappant d'abord sa partie la plus vulnérable. Le prolétariat immigré se voit enlever avant tout l'assurance de rester sur le marché du travail pour une durée illimitée (la police diminue, limite la durée du renouvellement des permis de travail - quant aux chômeurs on exerce des pressions pour leur départ). Par une répression larvée (contrôle d'identité incessants, opérations coup de poing, contrôle du travail au noir pourtant organisé par les patrons sur les chantiers) la bourgeoisie tente d'intimider les immigrés combattifs et de diviser belges et immigrés

Le mouvement prolétarien ne pourra reforge sa force de classe que dans la lutte sans merci et sans trêve contre l'ensemble de ces facteurs de division et de morcellement

Les guerres d'Indochine, test pour l'« extrême gauche »

C'est avec un sourire béat que la bourgeoisie internationale a annoncé la "guerre fratricide" entre Etats socialistes.

Et les prétendus marxistes, genre LRT, d'emboîter le pas et de demander le cessez le feu entre les "Etats ouvriers dégénérés", "bureaucratés"...

Mais qu'est ce qui se cache derrière ces conflits, derrière ces étiquettes "socialistes" ?

LES FAUX SOCIALISTES SE FONT LA GUERRE, QUOI DE PLUS NORMAL ?

Durant la lutte contre le colonialisme français d'abord et l'impérialisme américain ensuite, en Indochine, un immense processus révolutionnaire s'est ouvert mettant en mouvement outre les masses paysannes pauvres exploitées et opprimées mais également le prolétariat (au Viet-Nam notamment) pour leurs propres intérêts de classe. Pourtant maintes fois ce mouvement fut trahi par sa direction (le Viet-minh) poursuivant les intérêts de classe bourgeois : constitution de l'Etat national. C'est ainsi qu'en 1954, lors des accords de Genève, la division de la péninsule fut acceptée. Et la bourgeoisie nationale viet-namienne s'atela donc à "construire le socialisme" dans le Nord Viet-Nam - quoiqu'invivable du point de vue économique, étrié géographiquement - réprimant le mouvement paysan qui se partageait les terres - partage promis par le gouvernement lors de la lutte de libération pour attirer les paysans et les entraîner dans la lutte - faisant retrousser les manches aux prolétaires pour le redémarrage de l'industrie, dévastée par les années de guerre, la nationalisant vu l'inexistence d'une classe d'entrepreneurs. Bon moyen pour cacher les besoins d'accumulation du Capital. Et c'est ce que les bourgeois viet-namiens voudraient faire passer pour du socialisme : triste héritage du stalinisme, la construction du socialisme dans un seul pays.

Pas étonnant dans ces conditions que la bourgeoisie Nord Viet-namienne n'aida que très peu le Viet-Cong en lutte contre l'impérialisme américain, et qu'une fois ce dernier délogé au prix d'une lutte sans merci de la part des masses pauvres Sud Viet-namiennes isolées, la bourgeoisie expansionniste Nord Viet-namienne mis la main sur les terres du Sud.

Ceci ne se fit pas sans mal, et durant ces dernières années encore, les autorités d'Hanoi durent affronter des difficultés allant croissantes : en partie héritées de la période de guerre et d'occupation américaine dans le Sud mais en partie dues aussi à la politique du nouveau gouvernement.

Au problème de la plétorique Saïgon, à celui de la distribution et de la dépopulation des campagnes, des millions de soldats et fonctionnaires de l'ancien régime ... est venu s'ajouter les trahisons des réformes agraires promises et du compromis avec les classes dominantes du Sud. La suprématie du Nord sur le Sud a provoqué des résistances de tout genre dans les campagnes et dans la petite bourgeoisie citadine. En 1978, ce processus atteint son point culminant avec la nationalisation du commerce et l'unification monétaire du pays. Cette accélération dans l'intégration du Sud réticent face au cynisme du Nord, a accru encore plus les tensions sociales internes. La répression s'est intensifiée. Dans une telle situation, aggravée encore par les famines et les inondations, mettre la main sur le Cambodge et les fertiles rizières du Mékong était non seulement pour la bourgeoisie Nord Viet-namienne un débouché pour son propre expansionnisme mais aussi un utile objectif pour retarder l'aiguïsement des contradictions internes.

Ainsi le processus révolutionnaire formidable qu'aurait pu être l'unification de la péninsule indochinoise au cours de la lutte d'indépendance, a aujourd'hui un sens tout à fait contre-révolutionnaire. Et dans ces conditions l'union des prolétaires et des exploités de la région passe par la lutte du prolétariat viet-namien, le plus concentré, CONTRE L'ANNEXION DU CAMBODGE, pour le droit à la séparation. Ceci étant la condition pour que le prolétariat cambodgien, très faible, ROMPE LUI-MEME LE FRONT SOCIAL favorisé par l'oppression viet-namienne.

Dans ce processus tout à fait "naturel" au regard d'une analyse marxiste - le prolétariat indochinois, non organisé indépendamment de sa bourgeoisie nationale, non aidé par la lutte des prolétaires des métropoles industrialisées, ne pouvait poursuivre ses propres objectifs : transcroissance de la révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne, pour la dictature de classe, pour le socialisme, les nationalisations des terres, l'abolition des salaires, des marchés.. - la LRT, elle, est tout à fait désorientée et met en avant son grand principe, recette principale contre tous les maux : la démocratie : "La démocratie socialiste que nous concevons comme indispensable pour éviter la dégénérescence d'une révolution ". (La Gauche du 18.1.79).

Après avoir craché réellement tout son venin, toute sa haine et sa peur face à la violence que peuvent prendre certains mouvements, comme par exemple le mouvement paysan au Cambodge qui après avoir délogé seul l'impérialisme américain du pays, a débouché sur une dictature. La LRT déconcertée ne peut mettre ce phénomène que sur le compte de la bureaucratie. Mais lisons la Gauche du I.B.I. :

"Le régime cambodgien essaya de resserrer les rangs autour de lui en utilisant la méthode bourgeoise classique : l'appel à la solidarité vis à vis de l'ennemi étranger. C'est ce qui explique la longue série d'incidents de frontières avec le Viet-nam ... Mais les territoires contestés étaient trop petits pour être la vraie raison du conflit ..."

"La nouvelle bureaucratie qui s'installait, vu sa faiblesse idéologique, - elle parle ici du régime des Khmers rouges NDR - n'avait pas d'autres méthodes que répressives pour faire appliquer aux récalcitrants ses directions..."

"C'est inadmissible, on ne peut accepter qu'un Etat ouvrier essaye de changer le régime d'un autre Etat par une invasion militaire. C'est le peuple Khmer qui réglera ses problèmes lui-même"...

D'abord, on peut demander ce que sont les riches et grasses rizières du Mékong ...??? Sacro-sainte Démocratie, consensus populaire, si chère aux pâles épigones de Trotsky... Mais pourtant cela n'a rien à voir avec le marxisme, faut-il rappeler à la LRT qui visiblement a la mémoire courte que l'armée rouge, dirigée par Trotsky n'avait pas hésité à envahir la Pologne, pour aider le mouvement révolutionnaire, à la suite de la révolution russe

Quant à Pour le Socialisme, son principe : condamner l'agresseur, c'est à dire défendre les frontières nationales et en l'occurrence ici celles imposées par l'impérialisme. Alors que le marxisme est synonyme de : LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE !

Pas besoin de don de voyance pour prévoir que sans nul doute PLS tout comme la LRT, ne parlons pas pour le moment des maoïstes, agiront comme les sociaux-démocrates de la 2^e Internationale lors du 1^{er} conflit impérialiste et comme les stalinien lors du 2^e conflit : enrôler les prolétaires sous leurs bannières nationales respectives. D'ailleurs ne le font-ils pas déjà pour les prolétaires d'Asie, pour un conflit d'enjeu international, car il est évident que le premier bénéficiaire du conflit entre le Viet-nam et le Cambodge est l'ordre international établi : la révolte des paysans khmers pouvant se propager et incendier toute l'Asie du Sud Est.

LE CONFLIT SINO-VIET-NAMIEN

La Chine, un autre pays socialiste qui fait la guerre ?

Mais en fait la Chine n'est pas plus socialiste que le Viet-nam ou l'URSS. La même révolution bourgeoise démocratique a eu lieu durant la lutte pour la libération nationale du territoire chinois. So,us couvert toujours de socialisme, l'accumulation primitive du capital commença sous la houlette de la bourgeoisie nationale avec la répression du mouvement ouvrier et paysan, tout cela avec l'aide du "grand frère russe" jusqu'au début des années soixante.

Sous couverture de conflit idéologique, la Chine dut rompre avec l'URSS, pour des raisons bel et bien économiques: l'aide dont elle avait besoin, elle ne pouvait la chercher et la trouver que vis à vis des USA, l'URSS étant trop faible économiquement. Tant que la Chine était une nation en construction, ses rapports avec les russes ne pouvaient qu'être cordiaux. Mais comme tout Etat bourgeois conséquent, la Chine entendait avoir un développement économique indépendant et ne pouvait donc pas être à la merci du bon vouloir russe.

Repliée complètement sur elle-même, la Chine accéléra son développement et aujourd'hui, le marché chinois s'ouvre vers l'extérieur et doit donc nécessairement avoir des points d'appui chez les concurrents directs de l'Etat désormais ennemi "principal", l'URSS. Et dès lors toute nation ayant des relations avec celui-ci, tombait irrémédiablement du côté ennemi également. La théorie des trois mondes tombe au profit de pour ou contre l'URSS.

La Chine aujourd'hui a réussi à se conquérir une place entre les grandes puissances mondiales. Mais ceci ne s'est pas fait sans mal et n'éloigne pas toutes les préoccupations, la principale étant l'encerclement stratégique du pays de la part de l'ennemi "principal" qu'est l'URSS; et il devient de plus en plus évident que la Chine doit s'opposer expressément à l'expansion du Viet-nam et au delà de l'URSS pour le contrôle des mers asiatiques, aussi commence-t-elle à s'attaquer à plus petit qu'elle. Et en fait cette guerre tombe à pic pour les autorités de Pékin qui ont à faire face à de grandes tensions sociales internes engendrées par l'"effort" toujours plus important demandé aux masses laborieuses pour accroître la productivité. Détourner l'attention de celles-ci vers la défense de la patrie vis à vis de l'ennemi viet-namien et derrière lui, russe, est vraiment l'occasion rêvée pour avoir encore le consensus national.

De ce point de vue, l'étude faite par la LRT des rapports de force dans la région est époustoufflante : idéalisme grossier de petits-bourgeois déboussolés. Mais citons plutôt la Gauche du I.3.79 :

"Il faut rompre le cercle vicieux du conflit sino-soviétique qui pousse chaque nouvelle révolution sur la voie de la "realpolitik" et de l'intégration aux 2 puissances." ... Il est "urgent de réaffirmer la nécessité d'un front uni des Etats ouvriers face à l'impérialisme et en défense des luttes révolutionnaires".

La vision marxiste leur manquant totalement, voulant à tout prix trouver du socialisme quelque part, les intérêts nationaux que poursuivent les classes bourgeoises en Chine comme en URSS leur échappent, et ceci leur fait dire des aberrations du genre front uni des pays ouvriers " alors que justement Chine et URSS rivalisent et rivaliseront toujours dans le monde capitaliste.

Pour ce qui est de TPO-Amada, il reprend à son compte les salades de Pékin - la Chine avec ses 900 millions d'habitants se fait envahir par un pays 18 fois plus petit - et en bons staliniens qu'ils sont ils n'hésitent pas à établir un parallèle entre la lutte anti-fasciste d'hier et la lutte anti-soviétique d'aujourd'hui :

"C'est de cette leçon que la Chine s'inspire aujourd'hui, à un moment où les soviétiques sont déjà bien plus loin dans la soumission des peuples que Hitler à l'époque. La Chine montre l'exemple aux pays d'Asie. Quiconque se sent menacé par l'agresseur russe ou vietnamien doit oser se défendre. Partout où les fauteurs de guerre russes cherchent à s'infiltrer, il faut les combattre. Cela refroidira leur ardeur belliciste. Ils prendront moins vite la décision de déclencher une guerre mondiale. C'est ainsi que nous considérons la contre-attaque chinoise comme une contribution à la paix mondiale". (Sic). (Amada du 4.4.79)

Outre que ceci cache toutes les trahisons perpétuées par la Chine à l'égard de la révolution indochinoise, et notamment les accords de Genève en 54, mais en plus Amada présente une position ouvertement chauvine face à l'éventualité d'une 3^e guerre mondiale, Prolétaires chacun avec votre bourgeoisie pour abattre l'ennemi russe ...

Dans l'un ou l'autre des conflits qui embrasent l'Indochine, la classe ouvrière a affaire à des guerres provoquées par la tendance expansionniste de sa bourgeoisie et à l'alignement de sa classe dominante dans les futurs camps de la guerre impérialiste, pour de simples motifs de disputes sur les richesses naturelles et les populations sur lesquelles chaque bourgeoisie "a des droits".

Nous, communistes révolutionnaires, c'est au prolétariat que nous nous adressons, au nom de ses intérêts de classe, immédiats et historiques. Dans la querelle de brigands qui oppose la bourgeoisie vietnamienne, qui a foulé aux pieds les intérêts des masses paysannes indochinoises et cherche à s'imposer en gendarme de la péninsule, et la bourgeoisie chinoise qui a trahi la révolution indochinoise et qui cherche à s'imposer en gendarme de l'Asie, les prolétaires d'Asie n'ont pas à prendre parti mais à s'unir pour conquérir le pouvoir en leur propre nom ! Dans la 3^e guerre impérialiste dont les camps sont en formation, le prolétariat du monde entier n'a à s'engager ni dans le camp du faux socialisme ni dans celui des fausses libertés. La seule issue est de s'unir pour en finir par la révolution communisme avec le capitalisme, ses crises, ses guerres et sa misère, pour en finir avec l'oppression de classe, pour en finir avec la domination des petites nations par les grandes et rassembler toute l'humanité en une société unique !

Voici le sommaire du n° 79
(avril 1979) de

Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

Au sommaire de «Programme Communiste»

N° 75 - Décembre 1977 (72 pages - 8 F)

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

N° 76 - Mars 1978 (96 pages - 8 F)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain
- L'Afrique, proie des impérialismes - Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique - I. La lutte pour les marchés africains.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (V)
- Fastes de la domination impérialiste : Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? - Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lecture : Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. Les contorsionnistes du PCF Circus.

N° 77 - Juillet 1978 (88 pages - 8 F)

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (I)
- L'Afrique, proie des impérialismes. II. L'exploitation financière de l'Afrique
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VI)
- Sur la révolution en Amérique latine.

SUR LA NAISSANCE DU P. C. B. (FIN)

Nous publions aujourd'hui, la dernière partie de notre étude sur la Naissance du PC en Belgique. Il ne s'agit pas pour nous de simplement analyser le passé, mais bien de nous appuyer sur l'histoire pour affronter le présent et préparer l'avenir. Le lecteur constatera une fois de plus que sur les questions que nous allons évoquer ci-dessous - la démocratie, les langues, la question coloniale - le PC actuel n'a absolument plus rien à voir avec celui du début des années 20, formé au coeur même des grandes secousses révolutionnaires qui ébranlaient alors le monde capitaliste.

Aujourd'hui la reconstitution du Parti Communiste Mondial suppose que l'on soit à même de tirer un bilan complet des effets dévastateurs de la contre-révolution et du stalinisme. C'est ce que notre Parti, issu de la Gauche Communiste d'Italie qui fut partie intégrante de l'Internationale Communiste, s'est efforcé de réaliser sur le plan général de la doctrine et de la théorie depuis des dizaines d'années, tout en livrant aussi la rude bataille de la reconstruction de l'organisation révolutionnaire en liaison avec les luttes de la classe ouvrière. Le présent article est une modeste contribution à ce travail gigantesque et indispensable, il s'efforce de soulever un coin du voile jeté par la bourgeoisie et l'opportunisme sur l'histoire du mouvement révolutionnaire en Belgique. (Note 1)

A PROPOS DE LA DEMOCRATIE

C'est en pleine cohérence avec le marxisme que le PCB lors de son congrès d'unification (3 et 4 Septembre 1921) adopta un programme qui spécifiait que : (Note 2)

Le communisme moderne est né d'une action violente contre ce démocratismes. Cette action était une condition de vie ou de mort pour le mouvement révolutionnaire. Elle est la nécessité qui imposa, en Belgique, la création d'un parti communiste.

En effet sans la lutte contre le démocratismes, pas de victoire prolétarienne. C'est ce que rappelait aussi les thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien peu de temps auparavant (Mai 1920) :

4. A ces rapports économiques correspondent les institutions politiques propres au capitalisme : l'Etat à représentation démocratique et parlementaire. Dans une société divisée en classes, l'Etat est l'organisation du pouvoir de la classe privilégiée sur le plan économique. Bien que la bourgeoisie représente la minorité de la société, l'Etat démocratique représente le système de la force armée organisée en vue de la conservation des rapports de production capitalistes...

7. Le but de l'action du Parti communiste est le renversement violent de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'organisation de celui-ci en classe dominante.

8. Alors que la démocratie parlementaire avec la représentation des citoyens de chaque classe est la forme que revêt l'organisation de la bourgeoisie en classe dominante, l'organisation du prolétariat en classe dominante se réalisera par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire par un type d'Etat dont la représentation (système des Conseils ouvriers) sera désignée par les seuls membres de la classe travailleuse (prolétariat industriel et paysans pauvres), les bourgeois étant exclus du droit de vote.

La lutte contre la démocratie est une exigence parfaitement claire et ce d'autant plus que l'opportunisme et le réformisme ouvriers sont en fait les plus fidèles serviteurs de celle-ci. C'est ce que rappelait le programme du PCB :

AUSSI LE P.O.B. EST-IL DANS CE PAYS LE PLUS PUISSANT INSTRUMENT DE DOMINATION MATERIELLE ET SPIRITUELLE QUE LE DEMOCRATISME BOURGEOIS CONSERVE SUR LA CLASSE OUVRIERE.

Il ajoutait aussi :

Et, d'autre part, quel sombre exemple n'avons-nous pas, en Belgique, de la domination de l'idéologie petite-bourgeoise sur les masses, de l'influence de l'immense série de ses illusions démocratiques ? Le démocratismes, au cours du dernier siècle, son moralisme et son pacifisme, son révolutionnarisme libéral, son activité politique et culturelle a pénétré dans les moindres villages. Ici, dans ce pays, la libre-pensée libérale-démocratique est toujours un facteur contre-révolutionnaire aussi redoutable que le démocratismes chrétien et le cléricanisme.

Ces positions complètent donc parfaitement celles relatives au parlementarisme que nous avons vu dans notre précédent numéro : ce qui importe avant tout, c'est la destruction violente de l'appareil d'Etat de la démocratie bourgeoise.

LA QUESTION DES LANGUES

Si le jeune PCB ne donnait en 1921 aucune prise à l'idéologie dominante (démocratie) contrairement à celui d'aujourd'hui qui en est devenu un fervent défenseur, il ne s'abaissait pas non plus à faire des concessions aux mouvements nationaliste bourgeois flamand.

C'est ainsi que, tout en affirmant que "l'égalité des langues est une exigence légitime", il indiquait aussi que :

1. L'idéologie nationaliste est devenue, au cours du développement des Etats capitalistes, l'opium qui rendit possible l'assassinat des peuples.

2. Chez les peuples arriérés, économiquement et politiquement dominés par les pays de haut développement capitaliste, l'idéologie nationaliste conduit cependant à une première opposition aux exploités occidentaux, et devient ainsi un stimulant révolutionnaire.

3. La sujétion du peuple flamand, le rejet de sa langue, sont, en premier lieu, les conséquences de l'accaparement par des mains étrangères de son industrie et de son commerce, et la volonté de la bourgeoisie de se séparer du peuple flamand. La domination de la langue française n'est qu'une suite de l'immixtion des puissances étrangères dans la situation économique des Flandres.

4. La misère du prolétariat flamand et son analphabétisme sont déterminés par les facteurs politico-sociaux généraux. Il n'y peut être mis fin, radicalement et définitivement, que par la révolution prolétarienne et la fondation de l'Etat prolétarien. Tout le programme de flandrisation de l'instruction, du développement de l'instruction, ne peut constituer un avantage qu'à la condition que tous les enfants soient gratuitement entretenus, matériellement et moralement...

Toutes les unions et tous les groupements politiques flamands, qui représentent publiquement la question flamande, sur le terrain économique et politique, ont un programme petit-bourgeois, et luttent uniquement pour l'égalité économique et politique sur la base de la justice bourgeoise. Ils tendent à une législation de droits des capitalistes flamand et wallon. Le prolétariat flamand ne peut tirer de cette lutte aucune utilité matérielle, politique, sociale et morale durable. Pour cette raison, l'union de classe avec les travailleurs wallons des travailleurs flamands est infiniment plus précieuse que leur union avec les idéologues de la politique flamingante bourgeoise.

Le P.C. combattra énergiquement tous ces partis, et proposera au prolétariat flamand comme moyens de libération son programme de lutte prolétarienne communiste.

Ces positions s'accordaient avec la perspective défendue par Engels en 1853 (déjà) en ce qui concerne la Belgique :

"Il ne s'agit donc plus en Belgique de réclamer une annexion à la France. Il ne s'agit pas non plus de considérer comme socialistes les revendications séparatistes des nationalités en Belgique, qui ne font que refléter un processus de décomposition inévitable - dont il faut se réjouir - des nations bourgeoises. Il s'agit de prendre le pouvoir en Belgique comme ailleurs, après avoir battu l'Etat capitaliste, et rattacher ce pays à la fédération des Etats socialistes à venir, qui eux-mêmes disparaîtront avec le dépérissement de l'Etat pour fondre l'humanité en une seule et vaste communauté". (Note 3)

LA QUESTION COLONIALE

Nous avons vu, au détour de cette partie du programme du PCB (Point 2), que la question nationale se pose différemment en ce qui concerne les pays ou régions encore sous domination impérialiste.

Le PCB consacre aussi un passage de son programme à la "question coloniale" bien court il est vrai car il était noté que :

"là également une étude préparatoire sérieuse est nécessaire" (sur la situation exacte des colonies belges) et que par conséquent : "les thèses sur les questions coloniales, adoptées par l'Internationale Communiste, resteront, momentanément, nos directives générales" (bien qu'elles concernaient plus spécialement l'Asie - NDR)

Cependant le PCB tenait à affirmer que :

L'économie de la Belgique est de plus en plus liée au développement économique de sa grande colonie, le Congo. Les ressources de matières brutes, les capacités de production et de consommation variées sans cesse se développant dans cette dernière, elle deviendra, sans nul doute, le facteur prépondérant dans le développement de l'industrie et du commerce belge. Cette situation économique aura immédiatement sa répercussion dans le domaine politique-social. Et il n'est pas de problème qui sollicite plus l'attention du parti communiste en ce moment.

Quant aux thèses de l'I. C. elle-même, nous pouvons en citer quelques passages : (Editions Maspéro p 57-58) :

"Conformément à son but essentiel - la lutte contre la démocratie bourgeoise, dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie - le Parti Communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer

comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais 1° une notion claire des circonstances historiques et économiques; 2° la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dominantes; 3° la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, - et oppressives et exploiteuses, jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule, avec soin, l'asservissement (propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes." ...

"Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'I. C., dans les questions nationale et coloniale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité:..."

"A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent les institutions féodales ou patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue :

1° la nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le PC du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays, dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question;

2° la nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments;

3° Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialismes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé etc..."

4° Il est d'une importance toute spéciale de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires fonciers, contre les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal; on doit avant tout s'efforcer de donner au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, d'organiser partout où il est possible les paysans et tous les opprimés en Soviets et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général;

5° Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes. L'I. C. ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes - et communistes en fait - soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est à dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'I. C. doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire;"...

Ces thèses sont encore celles qui aujourd'hui commandent notre combat, comme elles guidaient celui du jeune Parti communiste de Belgique, section de l'I. C..

EN GUISE DE CONCLUSION

Donc sur toutes les questions que nous avons abordées au cours de ce rappel historique sur la naissance du PC belge, il s'avère que celui-ci, bien qu'avec des hésitations et des tendances "infantiles" indéniables dûes à sa jeunesse, s'est résolument placé sous la direction de l'I. C., en reprenant les thèses développées par cette dernière, thèses qui ne constituaient d'ailleurs aucune nouveauté mais en réalité la confirmation du marxisme intégral.

Aujourd'hui, près de soixante ans plus tard, ces positions constituent toujours la base du parti communiste mondial qu'il s'agit de reconstituer, ici comme ailleurs dans les pays impérialistes, comme dans les pays dominés.

La tragédie de la contre-révolution et du stalinisme qui est intervenue depuis, ne constitue en aucune manière une infirmation du programme communiste originel, elle permet, certes, de le rendre plus tranchant, plus fermé aux influences ennemies (démocratisme, frontisme etc...) mais n'en altère aucunement la base.

QUELQUES NOTES

MANIFESTATION DU FRONT COMMUN

SYNDICAL le 29.3.79 à NAMUR

Une manifestation monstre (70 000 personnes), organisée autour du thème "défense de la Wallonie" et non pour les revendications ouvrières susceptibles de faire l'unité des travailleurs wallons, flamands et immigrés.

Un certain nombre d'échauffourées ont quand même eu lieu au cours de cette manifestation, des travailleurs en colère s'efforçant de prendre la tête de celle-ci.

On a même vu des ouvriers, montés sur des camionnettes en stationnement, arranger leurs camarades, alors même que R. Gillon (président de la FGTB régionale) essayait de rétablir le calme et d'imposer le discours des bonzes à la fin de la concentration.

REUNION A BRUXELLES DES CANDIDATS

FGTB AUX ELECTIONS SOCIALES

Une atmosphère de kermesse (chansons, stands publicitaires et bouffe gratis) indécente au regard des difficultés que rencontre la classe ouvrière.

Quant au discours de Debunne, il était tout à fait digne d'un larbin de la bourgeoisie, un exemple :

"la liberté de négocier les conventions collectives secteur par secteur est une soupe nécessaire. Sans ces soupapes, ça risquerait d'être l'explosion..."

Pour le reste rien sur les revendications salariales ni sur le chômage, rien non plus sur les conditions de travail, à part l'affirmation du refus de la FGTB des propositions gouvernementales concernant l'échange des 36 heures contre le blocage des salaires pendant 3 ans...

Mais il est clair que les dirigeants de la FGTB, par leur politique de conciliation avec la bourgeoisie, font déjà rentrer dans les faits le blocage et même la baisse des salaires... sans pour autant pouvoir obtenir la réduction du temps de travail si ce n'est sous la forme du chômage partiel (avec baisse du salaire) !!!

AUX PAYS BAS AUSSI,

ON "REPARTIT" LE TRAVAIL

Les syndicats se sont lancés dans une campagne pour obtenir la réduction d'une heure (!) de la semaine de travail (de 40 à 39 heures). Le gouvernement a aussitôt fait savoir qu'il serait alors indispensable de baisser le salaire d'autant, sans quoi l'économie nationale (entendez le Capital) s'écroulerait.

Quant aux syndicats des fonctionnaires ils viennent d'accepter une diminution des salaires à cause des autres "avantages" dont disposent les travailleurs de ce secteur et parce que cette mesure a été "décidée démocratiquement par le parlement".

cratiquement par le parlement".

D'autre part, il faut signaler que plusieurs milliers de travailleurs attendent toujours, pour savoir s'ils vont avoir du travail, que le gouvernement se décide à investir dans les chantiers près de Rotterdam.

Comme on le voit la crise touche aussi la Hollande et les amortisseurs sociaux vont être mis à rude épreuve.

EN FRANCE, FORMIDABLE POUSSEE DES TRAVAILLEURS DE LA SIDERURGIE

Les 7 et 8 Mars dernier des milliers de sidérurgistes et de jeunes ont affronté des heures durant la police à coup de cocktails molotov, de pierres et de barricades dans la petite ville de Denain qui va pratiquement être réduite au chômage total après la fermeture de l'usine locale d'USINOR, le trust français de la sidérurgie.

Les bonzes syndicaux CGT et CFDT n'ont pu maîtriser la situation, ils n'y sont parvenus que quelques jours plus tard.

Cet épisode hautement significatif, est un encouragement important pour les révolutionnaires et tous les travailleurs combattifs, même au delà des frontières françaises. Nos lecteurs pourront trouver plus de détails et nos analyses dans notre bimensuel "Le Proletaire" édité en France.

ZAIRE : MOBUTU DEMANDE A LA BOURGEOISIE BELGE MOINS D'HYPOCRISIE !

Lors des envois de troupes belges au Zaïre en février dernier, la presse belge, sans remettre en cause cette nouvelle intervention, s'est permis quelques "critiques" à l'égard du régime sanguinaire de Mobutu, sur tout en ce qui concerne la "liberté d'information" si chère aux journalistes (la terreur, les famines et la misère générale que vivent la population zaïroise les inquiète moins).

Mobutu, paradant à la télévision le dimanche 8 Avril n'a pas voulu laisser passer ce qu'il considère comme des "injures" à son pays et à lui-même : "Regardez donc ce qui se passe chez mes voisins ...", "la Belgique a un devoir moral vis à vis du Zaïre et elle ferait mieux de m'aider nous ne recevons pas un seul centime de l'aide officielle ...", etc...

Allons, messieurs les bourgeois, soyez un peu plus francs, intervenez encore plus sérieusement au Zaïre puisque Mobutu vous le demande ... D'ailleurs vous n'aurez pas à le regretter puisque vous ferez de bonnes affaires, peut être meilleures que celles d'aujourd'hui, car comme le dit Mobutu : "que ça aille bien ou mal pour mon pays, à Anvers personne ne peut se plaindre" (Anvers : la plaque tournante du commerce zaïrois)

Un peu moins d'hypocrisie que diable !

Quant à nous, notre combat est clair :

A bas ce chien sanglant de l'impérialisme qu'est Mobutu !

Troupes belges hors du Zaïre !

Vive l'union des prolétaires des métropoles avec les masses exploitées d'Afrique !

L'unique voie de l'émancipation

du prolétariat est celle de l'insurrection,

de la destruction de l'État bourgeois

et de la dictature

L'article ci-dessous est le second de la série dont nous avons commencé la publication. (Supplément n° 5). Il a été publié pour la première fois dans le n° 16 de février 1921 de *Il Comunista*, organe central du Parti Communiste d'Italie.

LE PROBLÈME DU POUVOIR

Le processus par lequel le mouvement politique prolétarien est venu s'aligner en Italie sur les positions de principe et de tactique du communisme, avec les épisodes connus qui l'ont caractérisé, pour arriver à la récente scission minoritaire des communistes d'avec un parti qui adhérait déjà à la Troisième Internationale et déclarait dans sa grande majorité avoir accepté ses principes et ses méthodes, ce processus complexe a fourni l'occasion aux adversaires du communisme de faire obstacle à la formation d'une véritable conscience révolutionnaire et de gêner la préparation révolutionnaire, grâce à leur habile tactique politique, mais aussi — et surtout — au moyen de la simple critique théorique tendant à battre en brèche les affirmations communistes trop légèrement formulées et défendues dans un premier temps. Comme nous l'avons déjà souvent dit, il est du devoir du Parti Communiste, qui continue aujourd'hui

de façon organique l'œuvre importante des courants véritablement communistes qui étaient apparus dans le vieux parti, de rétablir avant tout les claires positions de principe qui distinguent nettement les communistes des autres écoles socialistes traditionnelles, en créant cette incompatibilité et cette opposition de pensée et d'action qui ont partout dressé les partis communistes contre les restes des vieux partis de la Deuxième Internationale.

Au-dessus de cet abîme, qui apparaît aujourd'hui encore essentiellement sur le plan théorique, mais qui se transforme en opposition chaque jour plus violente et plus implacable dans l'action, c'est en vain qu'on aura tenté de jeter l'insidieuse passerelle unitaire, pont fragile et trompeur qui mènerait le prolétariat, s'il s'y engageait, vers la chute dans le gouffre de la contre-révolution.

te. À partir de là, selon eux, il existerait une divergence secondaire d'écoles et de tendances. Il est au contraire extrêmement important de montrer que c'est de ces positions sur des problèmes qui semblent logiquement être seconds, c'est-à-dire sur la façon précise et concrète de considérer le passage du pouvoir politique de la bourgeoisie au prolétariat, que découlent les profonds désaccords révélant l'opposition de principe entre ceux qui suivent sans hésitation la pensée marxiste jusqu'à ses ultimes conséquences, et ceux qui la tordent au point d'en tirer des conclusions qui trahissent une mentalité parfaitement anti-révolutionnaire et bourgeoise, prélude à une alliance de fait avec la bourgeoisie quand le communisme passe du domaine de la critique à celui de la préparation et de l'action décisive.

Etat et classes sociales

Les conséquences de la guerre et les événements qui se sont produits dans les pays où elles ont provoqué les premières convulsions révolutionnaires, ont posé en toute clarté le problème de l'émancipation de la classe prolétarienne, en confirmant entièrement la solution géniale qu'en donne le marxisme et en provoquant une violente polémique qui est partout le prélude à une lutte sans merci, allant même jusqu'à la lutte armée, entre les partisans de cette méthode révolutionnaire devenue le patrimoine de l'Internationale Communiste, et les vieux socialistes restés sur le terrain des déformations réformistes de la théorie marxiste.

Ces deux méthodes s'opposent totalement quand il s'agit de considérer le problème du pouvoir dans les rapports entre les classes, dans le développement qui doit conduire de la domination actuelle de la classe bourgeoise à la victoire définitive du prolétariat.

Les sociaux-démocrates, qui prétendent constituer une branche du marxisme, montrent qu'ils acceptent quelques-unes de ses positions fondamentales quand ils s'affirment socialistes et expliquent que pour avoir droit à cet adjectif il suffit d'accepter le critère de la collectivisation économique et celui de la nécessité, pour arriver à cette collectivisation, de la prise par le prolétariat du pouvoir politique aujourd'hui détenu par la classe capitalis-

Etat bourgeois et Etat prolétarien

Il est clair que l'Etat bourgeois est le protecteur des intérêts et des privilèges capitalistes, et que l'Etat prolétarien de demain devra être au contraire l'artisan de la démolition des privilèges économiques du capitalisme et le constructeur de l'économie collective, c'est-à-dire des bases d'une société sans division de classes et sans Etat. Mais une fois que l'on a obtenu l'adhésion formelle à ces thèses théoriques du marxisme, auxquelles se rattachait dans son discours de Livourne Turati lui-même, il faut se demander et demander quels sont les caractères de l'Etat prolétarien qui le distinguent de l'Etat bourgeois, pour pouvoir résoudre le problème concret des aspects de la crise qui conduira de celui-ci à celui-là, problème dont dépendent les conclusions vitales d'ordre tactique qui doivent guider l'action révolutionnaire.

Sur ce point, l'Internationale Communiste, forte d'expériences décisives et de confirmations de l'histoire vivante, énonce des thèses qui, conformément au travail incomparable de Lénine fondant sa puissante critique de l'Etat dans la transformation révolutionnaire, proposent de façon lumineuse la position de Marx et d'Engels sur cette question. L'Etat prolétarien ne devra pas conserver le système actuel de représentation élective de l'Etat bourgeois, et encore moins sa machine exécutive bureaucratique, juridique, policière et militaire. Cela — disons-le tout de suite — ne signifie pas que l'Etat prolétarien n'aura ni représentants élus ni mécanisme d'exécution avec des fonctionnaires, des tribunaux, une police, une armée ; cela signifie que ce nouvel appareil sera entièrement différent de l'appareil actuel, ne serait-ce que parce qu'il n'aura pas besoin de la différence existant dans l'Etat bourgeois entre organes représentatifs et organes exécutifs, mais surtout à cause des différences fondamentales de structure dérivant de l'opposition entre les tâches historiques à accomplir, qui ont été mises en lumière par les révolutions prolétariennes, de la glorieuse tentative de la Commune de Paris à la victoire de la République russe des Soviets.

Les Institutions de l'Etat prolétarien

Les « socialistes » qui ne comprennent pas que les institutions représentatives de l'Etat bourgeois (Parlement, conseils généraux et municipaux) ne peuvent pas être les organes représentatifs d'un Etat prolétarien, ne saisissent pas l'essence du marxisme, à savoir la critique de la démocratie. Ils ne comprennent pas que le principe fondamental de la démocratie, qui consiste à donner un droit politique électoral égal à tous les citoyens de toutes les classes, est né avec la bourgeoisie et doit mourir avec elle, car son fonctionnement est pour la classe capitaliste la garantie que le pouvoir reste entre ses mains. Nous ne reprendrons pas les arguments théoriques de cette démonstration ; nous rappellerons seulement que dans la période de convulsions actuelle, au cours de laquelle sont apparus des gouvernements de toute sorte, non seulement il n'y a pas un seul exemple de gouvernement socialiste à base démocratique parlementaire qui remplisse la fonction de destruction des privilèges bourgeois, mais les gouvernements de cette nature qui existent dans certains pays sont les complices les plus féroces de cette bourgeoisie à l'intérieur et à l'extérieur, et exercent la pire répression anti-révolutionnaire.

Précisément parce qu'il ne tend pas à conserver de façon stable les rapports d'oppression et d'exploitation d'une classe sur une autre, mais à faire peser sur la bourgeoisie la volonté organisée du prolétariat dans le but de la supprimer le plus rapidement possible et de donner naissance à la société sans classe, l'Etat prolétarien doit refuser dès le début tout droit et toute activité politique à cette bourgeoisie dont il ne peut supprimer instantanément les fonctions économiques.

L'histoire a démontré que la seule forme possible de pouvoir prolétarien est celle qui a comme organes de représentation non pas les parlements et autres institutions démocratiques, mais des conseils élus uniquement par les membres de la classe prolétarienne. Or, on n'arrive pas à une telle forme de pouvoir, à la dictature prolétarienne, au moyen de la démocratie, mais par la destruction de la démocratie.

La différence entre communistes et sociaux-démocrates saute ici aux yeux puisque ces derniers pensent aller au pouvoir dans le parlement et par le parlement. Cette opposition est très étroitement liée à la façon de considérer l'exécutif de l'Etat bourgeois.

La conquête prolétarienne du pouvoir

Il y a donc deux conceptions diamétralement opposées de la prise du pouvoir par le prolétariat. Même les D'Aragona et les Baldesi disent qu'ils sont pour la prise du pouvoir et qu'ils ont abandonné la vieille thèse réformiste consistant à accepter une partie du pouvoir sous la forme de certains représentants socialistes dans un ministère bourgeois. Les communistes unitaires, qui voient là une acceptation des thèses communistes, apportent la preuve qu'eux non plus ne se situent pas sur le véritable terrain du communisme. Le problème en effet n'est pas de proposer formellement d'aller au pouvoir mais de reconnaître ou non la thèse communiste fondamentale selon laquelle le pouvoir de l'Etat reste en fait dans les mains de la bourgeoisie tant que n'ont pas été démolies les institutions parlementaires et l'appareil exécutif de l'Etat actuel. Puisqu'il est évident qu'une majorité parlementaire et un ministère socialistes ne pourront jamais supprimer le Parlement grâce auquel ils auront accédé à la direction de l'Etat ; puisqu'il est clair qu'ils ne pourront pas donner à l'appareil d'Etat bourgeois une direction et une fonction différentes de celles qu'il a par nature, et encore moins de le détruire puisque c'est précisément lui qui constitue la force organisée de cet Etat qui devrait être à leur disposition pour la réalisation de leurs buts, cette politique conduirait à une illusion, dont on verrait encore une fois les conséquences pour le prolétariat. Entre ce programme et le programme communiste, l'opposition est telle qu'il n'y a aucune possibilité de conciliation. Les communistes sont convaincus que le prolétariat devra constituer ses propres organes de gouvernement s'il ne veut pas retomber sous la domination bourgeoise, et que sur son chemin il se heurtera à l'appareil des forces organisées et armées de l'Etat bourgeois, dont la finalité n'est pas de défendre une légalité conventionnelle — dont on prétend qu'elle pourrait tout aussi bien donner raison aujourd'hui à la conservation bourgeoise et demain à la révolution prolétarienne — mais de protéger très précisé-

En effet, tout changement parlementaire du pouvoir, même accompagné de la modification extérieure de certaines formes constitutionnelles, se limiterait à changer les ministres, c'est-à-dire ceux qui au fond influent le moins sur la routine du fonctionnement de l'appareil d'Etat. Alors que les communistes se proposent de constituer une nouvelle machine de pouvoir dont les fonctions sont inversées par rapport à l'appareil d'Etat bourgeois, les sociaux-démocrates présentent au prolétariat la possibilité de prendre la machine actuelle au moyen d'un processus parlementaire, c'est-à-dire pacifique et respectueux de la légalité, et de s'en servir dans le but révolutionnaire de l'expropriation de la bourgeoisie.

ment le régime capitaliste même par la force et par le massacre. Aussi les communistes disent-ils au prolétariat que sur la voie de son émancipation il y a la nécessité de la lutte armée contre l'appareil d'Etat bourgeois, que la prise du pouvoir par la classe laborieuse n'est réelle que quand sont détruits les parlements, la bureaucratie, la police, l'armée de la bourgeoisie, et donc que la lutte doit être menée en mettant bien en évidence que la force armée sera le moyen indispensable pour triompher. Il est donc nécessaire de préparer idéologiquement le prolétariat à l'emploi de cette force armée, en détruisant les préjugés bourgeois sur le triomphe du prolétariat par la voie légale si cher aux sociaux-démocrates ; en organisant matériellement l'action prolétarienne violente qui éclate spontanément dans la période actuelle, et non en la condamnant et en la déplorant comme font à chaque instant les sociaux-démocrates et les semi sociaux-démocrates.

La différence est donc très claire, et toute confusion entre les deux méthodes est impossible en dépit de tous les efforts du centrisme italien, qui feint d'être la gauche du parti socialiste alors qu'il est plus dangereux pour la cause révolutionnaire que la droite de ce même parti.

Aller au pouvoir, prendre le pouvoir, conquérir le pouvoir politique ; mais comment ? Non pas au moyen du parlementarisme, non pas avec des actions pacifiques qui peuvent seulement conduire à un changement d'étiquette de l'appareil d'Etat bourgeois actuel, mais en se fixant comme but la destruction du système de représentation démocratique et de l'appareil de domination actuel, avec le seul moyen adapté à ce but, c'est-à-dire l'action violente révolutionnaire des masses. Seuls sont communistes, seuls sont avec l'Internationale de Moscou, ceux qui revendiquent ce programme et travaillent pour lui dans les faits. Les autres, qu'il s'agisse de « gauchistes » ou de droitiers, ne sont que les complices et les serviteurs de la classe dominante.

(Série à suivre.)

POUR UNE RIPOSTE PROLETARIENNE AUX LICENCIEMENTS ET AU CHOMAGE

Proletaires, Camarades,

Au début de la crise, la bourgeoisie de tous les pays demandait, et ce avec l'aide des partis soi-disant "ouvriers" prêts à "gérer la crise", à tous les prolétaires de se serrer la ceinture momentanément pour lui permettre d'avoir des coûts de production inférieurs à ceux du pays voisin. La faible reprise qui s'est manifestée depuis, loin d'améliorer le sort des travailleurs, a encore allourdi leurs chaînes : cadences de travail plus abrutissantes pour les uns, baisse du salaire réel pour tous (par le jeu de l'indexation, l'introduction par l'ONEM de catégories de travailleurs moins payés ...) et chômage accru pour les autres. Car si les secteurs défavorisés par la concurrence commerciale mondiale licencient pour fermetures, les secteurs favorisés licencient eux aussi par le biais de restructurations nécessaires à la bonne marche de l'entreprise. Pour sauvegarder leur profit qui baisse du fait même de la saturation des marchés, les bourgeois introduisent partout des mesures qui détériorent les conditions de travail des ouvriers (extension du travail de nuit, économies sur la sécurité ...) mais qui ne résolvent en rien les contradictions du mode de production capitaliste.

NON le chômage n'est pas un incident de parcours passager, ni la conséquence d'une mauvaise gestion des entreprises ou de l'économie nationale, il est nécessaire au fonctionnement du système capitaliste même en période de "prosperité" pour augmenter la concurrence et la division au sein de la classe ouvrière.

Proletaires, Camarades,

Que font les directions syndicales, qui se targuent encore et toujours de défendre les intérêts des travailleurs, pour organiser la lutte contre les licenciements et le chômage ?

La FGTB brille par son absence sur le terrain de la lutte contre la fermeture des petites entreprises et n'organise pas les combats menés courageusement par les travailleurs. Préférant négocier autour du tapis vert pour des investissements "région par région" - divisant par là les travailleurs, les laissant inorganisés et démoralisés - elle montre bien son souci primordial : la défense de la région c'est à dire en fait la DEFENSE DES INTERETS CAPITALISTES, faisant donc fi des intérêts prolétariens.

Mais les pompiers sociaux que sont les directions syndicales savent bien se partager la tâche et c'est surtout la CSC qui "mène le combat" contre les licenciements dans les PME. Sa tactique est de travailler au "cas par cas" pour le sauvetage de l'entreprise en difficulté, c'est à dire en fait : enfermer les travailleurs dans les limites de l'entreprise.

Mais à quoi servent les attentes dans les bureaux de la SNI, du SERW, de la SNCI (ou autre paravent que l'Etat créé pour ne pas être la cible directe des travailleurs) ?

A qui faut-il prouver (et au prix de quelle cadence et de quel silence sur les autres revendications) que ces entreprises sont rentables et que c'est une mauvaise gestion qui est la cause de la fermeture, celle-ci pouvant être évitée si les directions syndicales assument l'"autogestion".

Le patron n'a-t-il pas déjà réglé ces questions avec l'Etat ?

L'exploitation forcée, les faillites bidons, les comptes trafiqués, doit-on demander à l'Etat de les condamner ?

N'est-ce pas l'Etat qui dissimule et arbitre ces pratiques communes à tous les capitalistes sous le voile hypocrite d'une justice qui grossit les détails pour faire passer l'essentiel, et ce pour le seul profit des capitalistes dont l'Etat est le garant ?

N'est-ce pas disperser des énergies prolétariennes qui font déjà défaut quand après épuisement des procédures et des palabres sont confirmées les fermetures (car les confirmations attendent toujours la démoralisation des travailleurs en lutte) ?

Alors que les travailleurs essayent de renouer avec des méthodes de lutte de classe ouverte telle que l'occupation des locaux, séquestration, réquisition de stocks .. la CSC tente de les transformer en d'inoffensives protestations, tente de réorienter les travailleurs en lutte sur les rails de la légalité bourgeoise par exemple en constituant des coopératives ...

En fait malgré les batailles verbales auxquelles se livrent la FGTB et la CSC, leurs buts sont les mêmes : enfermer les travailleurs dans la logique capitaliste en leur faisant tout espérer de la bonne marche de la nation - de la région pour la FGTB, de l'entreprise pour la CSC; en les empêchant de coordonner leurs luttes en prenant des contacts directs entre travailleurs; en les poussant à demander la solidarité à la "région" en général et aux notabilités en particulier.

Proletaires, Camarades,

NON, ce n'est vraiment pas sur l'opportunisme syndical et politique que nous pouvons compter pour nous défendre : ses méthodes de collaboration de classe ne peuvent que nous condamner et s'opposent à l'unification et au renforcement de nos luttes.

Seules les méthodes de lutte de classe, et en premier lieu la GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE, LA PLUS LARGE POSSIBLE, dès les premiers signes précurseurs de la fermeture, permettent de nous opposer efficacement à toutes les attaques incessantes du Capital.

La revendication centrale des luttes contre le chômage et les licenciements doit être celle du SALAIRE INTEGRAL A TOUS LES LICENCIES, seule revendication qui puisse souder les actifs et les chômeurs et leur permettre de ne pas entrer en concurrence les uns contre les autres.

Dans notre combat contre la bourgeoisie et l'Etat, nous, travailleurs, N'AVONS RIEN A PERDRE MAIS TOUT A GAGNER ! pour nos revendications, pour notre unité de classe.

- Contre les licenciements exigeons :
- SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !
 - SALAIRE MINIMUM SUBSTANTIEL POUR LES JEUNES ET LES FEMMES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI, ET LES PROLETAIRES SOUS L'UNIFORME
 - SEMAINE DE 35 H SANS REDUCTION DE SALAIRE NI AUGMENTATION DE CADENCES
 - PENSIONS EGALES AU SALAIRE ET DES 50 ANS POUR LES FEMMES ET 55 ANS POUR LES HOMMES

Organisons une véritable solidarité ouvrière sans distinction, d'âge de sexe, de catégories ou de nationalités.

Prenons des contacts directs avec les travailleurs d'autres entreprises -"rentables"- appelons les à faire grève par solidarité, leur poids peut être considérable, à renforcer nos piquets (à ce combat appelons également les chômeurs).

Si les licenciements n'ont pas pu être évités, ne laissons pas les chômeurs isolés et donc désarmés face au problème qu'entraîne cette situation. D'autant plus que les quelques comités de chômeurs qui existent aujourd'hui, sous la houlette des bonzes syndicaux, sont vides de tout contenu. Luttons pour que les chômeurs puissent participer aux luttes dans l'entreprise, aux assemblées générales, comités de grève ...

Mais pour en finir avec le chômage il faudra en finir avec le capitalisme. Cette lutte les travailleurs ne pourront l'entreprendre qu'avec le PARTI de classe :

- POUR LA DESTRUCTION VIOLENTE DE L'ETAT BOURGEOIS
- POUR LA DICTATURE PROLETARIENNE, seule capable de garantir le pain à tous !
- POUR LE COMMUNISME

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

L'immigration en Belgique suite de la p7 .

de la classe ouvrière. Cette lutte est d'autant plus dure qu'elle se heurte non seulement à la répression bourgeoise sous toutes ses formes mais à la criminelle politique chauvine des partis soi-disant "ouvriers" et des syndicats qu'ils dirigent. C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

* * * * *

Sur la naissance du PCB Notes suite de la p 13

Note 1 : Les précédentes parties de cet article concernaient les points suivants :

- Bref historique de la lutte du prolétariat belge 1830-1914 (Supplément n°2)
- Les débuts d'une opposition communiste 1918
- la formation du groupe communiste de Bruxelles et l'adhésion à l'I. C. (supplément n°3)
- Participer ou non aux élections
- la question syndicale (supplément n°5)

Note 2 : Les citations concernant le programme du PCB sont tirées des "Cahiers marxistes" N° spécial 1971 p 54 à 63

Note 3 : le lecteur pourra utilement se reporter à notre article paru dans le supplément N°3 "le fédéralisme en Belgique : un mot d'ordre anti-prolétarien"

VENEZ DISCUTER AUX PERMANENCES DU PARTI A BRUXELLES (1050)

Tous les 2° Lundis de chaque mois
de 19 h 30 à 21 h 30
au Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq, 12

(sauf Juillet et Août)

Waarin onze Partij zich onderscheidt

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het opeisen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het afwijzen van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

Elk nummer van onze krant heeft onder de kop het volgende opschrift:

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het opeisen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van "het socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het weigeren van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

Deze synthetische formules geven een *oriëntatie*; zij pretenderen niet het te illustreren. Toch valt een kenmerkende trek van onze beweging de lezer onmiddellijk op: voor ons, in tegenstelling tot geheel de myriade van de "aktualiseerders" van het marxisme, bestaat er een *ononderbroken, onveranderde en onveranderlijke lijn* waardoor de kommunistische Partij gedefinieerd wordt, *precies omdat* deze de hoogtepunten en de dieptepunten, de terugtrekkingen en de vooruitgangen, de zeldzame maar glorieuze overwinningen en de talrijke en katastrofale nederlagen van de arbeidersklasse op de moeilijke weg van haar emancipatiestrijd te boven gaat. Het is zelfs *enkel en alleen* dankzij het ononderbroken bestaan van deze lijn dat het proletariaat bestaat als *klasse*: zij weerspiegelt in feite niet de *tijdelijke* en dikwijls *tegenstrijdige* positie van het proletariaat in dit of dat *stadium* van zijn weg, in de

ruimte en in de tijd, maar de *richting* die het noodzakelijkerwijs moet nemen *uitgaand* van zijn situatie van uitgebuite en ondergeschikte klasse, om te *arriveren* bij die van *heersende* klasse, en vervolgens in alle landen te arriveren bij de opheffing van alle klassen, bij het kommunisme. Van deze weg, waarvoor de kapitalistische produktiewijze zelf de *materiële* voorwaarden schept, maar die niet uit de lucht komt vallen, en die helemaal tot aan het eind doorlopen moet worden *al strijdend*, kent de marxistische doctrine de *noodzakelijke* fasen en de *onmisbare* middelen, zoals zij het einddoel ervan kent.

Het is daarom dat Lenin, een vermaarde tekst van Marx parafraserend, zegt dat hij *geen marxist is* die de erkenning van de klassenstrijd niet uitstrekt *tot aan de erkenning van de diktatuur van het proletariaat als noodzakelijk produkt van deze strijd en als een verplicht overgangspunt "naar de onderdrukking van alle klassen en de maatschappij zonder klassen"*.

Zich beperken tot het erkennen van de klassenstrijd en het antagonisme van de belangen tussen het kapitaal en de arbeid betekent in feite een ruw feit konstateren, te weten, wat het proletariaat *is* in de burgerlijke maatschappij; maar het sluit uit wat het historisch determinisme zelf het proletariaat *dwingt te worden* om zich te bevrijden van de uitbuiting waartoe het is veroordeeld door de kapitalistische produktieverhoudingen: het wapen van de gewelddadige vernietiging van de macht van de burgerlijke Staat die dit systeem van verhoudingen beschermt en verdedigt, het wapen van de oprichting van zijn eigen "diktatuur, *"de politieke fase van de overgang*

volgens Marx, in het proces van "revolutionaire omvorming van de kapitalistische maatschappij in een kommunistische maatschappij". Het betekent het *aksepteren* van de toestand van onderwerping die de toestand is van het proletariaat *binnen het kader* van de burgerlijke maatschappij *zelfs wanneer* het vecht voor de verdediging van zijn direkte belangen tegen het juk van het kapitaal. Dat betekent aan het proletariaat die historische taak van bevrijding van de mensheid tegelijk met die van zichzelf, ontzeggen, en die taak alleen maakt van hem een *klasse* die "een nieuwe maatschappij geboren zal doen worden".

Deze lijn die het verleden en het heden van de arbeidersklasse met haar *toekomst* verenigt is niets anders dan de theorie, het programma, de principes van het revolutionaire kommunisme, en deze lijn blijft, onafhankelijk van de wederwaardigheden van de strijd tussen de klassen onveranderd, naarmate zij zich belichaamt in een *partij* die zich haar *zonder reserves* eigen maakt, in een *organisatie* die haar verdedigt, voor haar strijdt en haar vertaalt in actie. Daarom schrijft Marx in het *Manifest van de kommunistische Partij* dat "*de kommunisten voor de belangen en de direkte doeleinden van de arbeidersklassen vechten, maar dat zij in de huidige beweging tegelijkertijd de toekomst van de beweging verdedigen en vertegenwoordigen.*"

En aangezien het proletariaat "geen vaderland heeft", en als klasse doelen nastreeft die alle grenzen van categorie, plaats, onderneming, werkplaats etc. overschrijden, is hetgeen waarin de kommunisten zich onderscheiden, zo vult Marx eraan toe, het feit dat "*zij aan de ene kant, in de verschillende nationale gevechten van de proletariërs de belangen, die onafhankelijk zijn van de nationaliteit en die gemeenschappelijk zijn voor geheel het proletariaat, voorop stellen en tot gelding brengen; dat zij aan de andere kant, in de verschillende fasen van ontwikkeling die de strijd tussen het proletariaat en de bourgeoisie doorloopt, steeds de belangen van de beweging in haar totaliteit vertegenwoordigen.*"

Het is dit geheel van postulaten waardoor de kommunisten zich onderscheiden: dit geheel verbiedt hen als kommunisten te beschouwen die het *internationale* karakter van het doel waarnaar de proletarische beweging streeft en van de strijd om dit doel te bereiken, ontkennen; die ontkennen dat dit doel en deze strijd *samen vallen* met de *belangen van de beweging in haar geheel* en van haar *toekomst*; die de *noodzaak* van de gewelddadige revolutie en van de diktatuur van het proletariaat

als *onvermijdelijke* weg naar het socialisme ontkennen; die het *onmisbare* karakter van de partij als *orgaan* van deze gigantische strijd, gewapend met deze unieke *wetenschap* die het marxisme is, ontkennen. Geen enkele schakel van deze keten kan verbroken worden zonder dat de hele keten breekt en het proletariaat in een berustende aanvaarding van zijn situatie van tot in eeuwigheid uitgebuite klasse valt..

Zodanig is de doctrine die, anderhalve eeuw geleden uit een blok ontstaan en door Marx en Engels gekodificeerd is in teksten waaraan niets toegevoegd hoeft te worden noch "te aktualiseren" valt, in haar integrale geheel door Lenin werd hersteld tegen het verraad van de sociaaldemocratie in, tegen elke kapitulatie voor het "heden" en tegen elk afzien van de "toekomst" van de proletarische beweging, tegen elke onderschikking van zijn doelen en zijn belangen in hun geheel aan zogenaamde onmiddellijke en nationale doelen en belangen, tegen elk loslaten van de principes van de revolutionaire verovering van de macht en van de uitoefening daarvan door middel van de diktatuur, ten gunste van de wegen van het legalistische, democratische en parlementaire gradualisme die zekerder heten te zijn en minder moeilijk.

De kommunisten hebben niet alleen gestreden om deze lijn *intakt te houden* tegen de materiële, politieke en ideologische druk van de burgerlijke maatschappij in, maar om *steeds duidelijker haar essentiële trekken te graveren* dwars door de verschrikkelijke maar heilzame bevestigingen van de geschiedenis, om rond deze rode draad, hem weer aan elkaar knopend wanneer hij gebroken was, de strijd lustige voorhoedes van de arbeidersklasse te organiseren en zich op te maken voor de stormloop op de forten van de kapitalistische Staten. Dit gevecht werd tegelijkertijd gevoerd op het vlak van de doctrine, het programma, de politiek, de taktiek en de organisatie, *want de kommunisten zijn niet de apostelen van een nieuw "credo" of asceten in de verwachting van de Messias, maar de strijders in een gigantische sociale oorlog.*

Dat was de strijd van Marx en Engels in de 1^e Internationale, om het proudhonisme te vernietigen dat de direkte belangenstrijd, de stakingen en de economische organisatie van het proletariaat weigerde; om het bakounisme te vernietigen dat de partij en de diktatuur die zij uitoefent *centraal* in naam van de arbeidersklasse en in diens belang, niet aannam; om het "parlementaire cretinisme" te verwoes-

ten dat zich in de rangen van het proletariaat vanuit het omgevende sociale milieu had binnen gedrongen. Dat was ook het gevecht van Lenin in Rusland tegen het "populisme", het economisme, het legalisme, het mensjewisme en, op internationale schaal, vooral tegen het sociaal-demokratische revisionisme à la Bernstein, en vervolgens tegen het zich neerleggen bij de imperialistische oorlog; een gevecht dat niet alleen gevoerd werd voor het weigeren van de kredieten voor de oorlog en van de sociale wapenstilstand tijdens het konflikt, maar ook voor het revolutionaire defeatisme en de omvorming van de imperialistische oorlog in burgeroorlog. Dat was het gevecht dat gevoerd is om alle aarzelingen, de afwachtende en legalistische inertie, treuzelingen die het gevolg waren van het ontzag voor de "regels van het democratische spel" te overwinnen, en om op diktatoriale manier de macht te veroveren in het schitterende licht van Oktober 1917— aldus tegelijkertijd de bases leggend van de Kommunistische Internationale die eindelijk hersteld werd.

De Kommunistische Internationale stelt zich ten doel met alle middelen, waaronder de gewapende strijd, te strijden voor de omverwerping van de internationale bourgeoisie, en voor het oprichten van de internationale republiek der sowjets, eerste etappe op weg naar de volledige onderdrukking van de Staat, verklaarden plechtig de kommunisten uit alle landen verenigd in Moskou in juli 1920, de "lijn die loopt van Marx naar Lenin" hernemend en bevestigend. De Kommunistische Internationale beschouwt de diktatuur van het proletariaat als het enige beschikbare middel om de mensheid te ontrukken aan de gruwelijkheden van het kapitalisme. (...). De imperialistische oorlog heeft het lot van de werkers van een land nauw verbonden met dat van het proletariaat van alle andere landen. De imperialistische oorlog heeft een keer te meer bevestigd wat de statuten van de 1^e Internationale al zeiden de emancipatie van de arbeiders is niet een zaak op lokaal niveau noch op nationaal niveau maar het is een internationale taak.

De Kommunistische Internationale weet goed dat het verbond van arbeiders, dat strijdt voor de afschaffing van het kapitalisme en de oprichting van het kommunisme, een sterk gecentraliseerde organisatie moet hebben om de overwinning te verhaasten. Deze organisatie moet werkelijk, in de feiten, een kommunistische eenheidspartij van de gehele wereld voorstellen, waarvan de partijen in de verschillende landen slechts de afdelingen zijn. Het georganiseerde mechanisme van de Kommunistische Internationale moet aan de arbeiders in elk land de mogelijkheid ver-

zekeren op elk moment van de kant van de georganiseerde arbeiders uit de andere landen alle mogelijke hulp te verkrijgen".

Dat is de lijn die loopt van Marx naar Lenin en naar de oprichting van de Kommunistische Internationale: zij weigert elk burgerrecht in haar midden aan hen die de diktatuur van het proletariaat als enige weg naar het socialisme verwerpen, aan de aangers van de nationale wegen voor de emancipatie van de arbeidersklasse.

Het is op deze lijn dat de Kommunistische Partij van Italië zich heeft gegrondvest in januari 1921, waarvan het program het theoretische, programmatische en taktische erfgoed van het kommunisme synthetiseert:

"1. Een steeds toenemende tegenstelling tussen de produktiekrachten en de produktieverhoudingen ontwikkelt zich in de huidige kapitalistische maatschappij, met in haar kielzog de vijandschap der belangen en de klassenstrijd tussen het proletariaat en de heersende bourgeoisie.

2. De huidige produktieverhoudingen worden beschermd en verdedigd door de macht van de burgerlijke Staat, die, gegrondvest op het systeem van de democratische vertegenwoordiging, het orgaan ter verdediging van de belangen van de kapitalistische klasse vormt

3. Het proletariaat kan het systeem van de kapitalistische produktieverhoudingen, waaruit zijn uitbuiting afkomstig is, noch breken noch veranderen zonder de burgerlijke macht door middel van het geweld neer te halen.

4. Het onmisbaar orgaan van de revolutionaire strijd van het proletariaat is de politieke klassepartij.

De Kommunistische Partij, in haar gelederen het meest geavanceerde en meest bewuste deel van het proletariaat groeperend, verenigt de inspanningen van de werkende massa's en brengt die van de strijd voor groepsbelangen en voor van de omstandigheden afhankelijke resultaten naar de strijd voor de revolutionaire emancipatie van het proletariaat.

De Partij heeft als rol in de massa's het revolutionaire bewustzijn te verspreiden, de materiële aktiemiddelen te organiseren en het proletariaat in de ontwikkeling van de strijd te leiden.

5. De wereldoorlog is veroorzaakt door de ongeneeslijke interne tegenstellingen van het kapitalistische regiem die het moderne imperialisme hebben voortgebracht. Zij heeft een crisis blootgelegd waarin de kapitalistische maatschappij zich aan het ontbinden is en waarin de klassenstrijd slechts kan uitlopen op een gewapend konflikt tussen de werkersmassa's en de macht van de

verschillende burgerlijke Staten.

6. Na de omverwerping van de burgerlijke macht kan het proletariaat zich slechts als heersende klasse organiseren door het oude Staatsapparaat te vernietigen en door zijn eigen diktatuur in te stellen, dat wil zeggen de vertegenwoordigende Staatsorganismen te grondvesten op de enig produktieve klasse en door de bourgeoisie te beroven van elk politiek recht.

7. De vorm van politieke vertegenwoordiging in de proletarische Staat bestaat uit het systeem van werkersraden (arbeiders en boeren), reeds van kracht in de russische Revolutie, het begin van de proletarische Wereldrevolutie en eerste stabiele realisatie van een diktatuur van het proletariaat.

8. De noodzakelijke verdediging van de proletarische Staat tegen alle kontrarevolutionaire ondernemingen kan alleen gewaarborgd worden door aan de bourgeoisie en aan de partijen die vijandig staan tegenover de proletarische diktatuur elk middel ter agitatie en politieke propaganda te ontnemen, en door het proletariaat te begiftigen met een gewapende organisatie om elke binnenlandse of buitenlandse aanval af te slaan.

9. Alleen de proletarische Staat zal systematisch tussenbeide kunnen komen in de verhoudingen van de sociale economie door alle achtereenvolgende maatregelen te realiseren die de vervanging van het kapitalistische systeem door het kollektieve beheer van de produktie en de distributie zullen verzekeren.

10. Deze transformatie van de economie, en bijgevolg van alle activiteiten van het sociale leven, zal ook als effect hebben, wanneer eenmaal de verdeling van de maatschappij in klassen zal zijn opgeheven, hoe langer hoe meer de noodzaak van de politieke Staat, waarvan het apparaat in toenemende mate teruggebracht zal worden tot dat van de rationele administratie van de menselijke activiteiten, op te heffen."

Hoewel bolwerk en verstgevorderd deel van de proletarische wereldrevolutie, berustte de bolsjewistische macht in Rusland evenwel op een economische basis die verschrikkelijk onderontwikkeld en in een overweldigende proportie prekapitalistisch was. De kommunistische taktiek bestond er dus uit eraan te werken om in de verschillende landen het onmisbare instrument van de proletarische revolutie, de Klassepartij, te smeden en rond haar de beslissende voorhoede te verenigen van een proletariaat dat in de hele wereld maar vooral in West-Europa en in het algemeen in de gebieden van het ontwikkelde kapitalisme, door een magnifieke strijd lust

bezielde en geanimeerd door een ontembare geest van opofferingsgezindheid uit de wereldwijde slachting en de chaos van het tijdperk na de oorlog te voorschijn was gekomen. Die strategie wist dat alleen de overwinning van de revolutie in de ontwikkelde landen en in de eerste plaats in Duitsland, het voor het bolsjewistische Rusland mogelijk zou maken economisch dichterbij het socialisme te komen, terwijl het op een solide manier en zonder met iemand te delen de politieke macht zou behouden, en de etappes over te slaan van de moeilijke overgang van een voórburgerlijke economie, vooral op het platteland, tot en met de uiterste limiet van het Staatskapitalisme.

Bewapend met de marxistische doctrine, die door de partij van Lenin weer op haar grondvesten was hersteld, solide verankerd in de internationale discipline en in haar rigoureuze centralisatie, moesten deze partijen hun strategie evenals hun bestaansreden zelf uitstippelen uitgaande van de erkenning van het feit dat de reformistische partijen, die door Lenin de "burgerlijke arbeiderspartijen" genoemd werden, zoals de sociaal-demokratie in al haar varianten, voortaan door de doeleinden die zij zich gesteld hadden— en zodoende brekend met de basisprincipes van het marxisme — en aldus door hun meer of minder direkte integratie in de burgerlijke Staten verplicht waren in de sociale dynamiek een irreversibel-kontrarevolutionaire rol te spelen.

Het drama van het wereldproletariaat in het eerste naoorlogse tijdperk is dat er, tegenover de geweldige inspanning van de bolsjewieken om de burgerlijke en kleinburgerlijke krachten die opkwamen uit de Russische economische en sociale ondergrond, te controleren en de baas te blijven, en om de revolutionaire brand uit te breiden tot de gehele wereld, geen proces van organische en rigoureuze formatie van de kommunistische Partijen in het cruciale gebied van het volkomen kapitalistische Europa stond. De democratische, parlementaire en legalistische tradities drukten te zwaar op de westerse arbeidersbeweging, en de leiding van de Internationale — waarop trouwens onze stroming wel als laatste de verantwoordelijkheid zou werpen voor een gang van van de geschiedenis die zijn oorsprong had in de verrotte burgerlijke wereld van het Westen — had niet altijd een helder bewustzijn van het feit dat de onverbiddelijkheid waarmee Lenin en zijn partij gedurende 20 jaar hadden gestreden tegen het opportunisme, en de vastberadenheid waarmee zij de macht hadden veroverd, door er niet alleen de openlijk burgerlijke partijen van uit te sluiten maar ook de arbeiderspartijen van

het verzoenende type, *nog* strikter en konsekwenter toegepast moesten worden daar waar de burgerlijke revolutie al een halve eeuw en langer een voldongen feit was. Terwijl het nu dringend gewent was over te gaan tot een rigoreuze selectie in de oude socialistische partijen, was men te inschikkelijk wat betreft de toelatingen tot de Internationale, doordat men dacht (edelmoe-dig idee, maar dat verkeerd zou blijken te zijn) dat de puinhopen van het verleden opgelost konden worden in de brand die aangestoken was in Sint Petersburg en te Moskou. Om het eveneens voor de arbeidersklasse mogelijk te maken zich op een effectieve manier te verdedigen in de burgerlijke kontrarevolutie in fascistisch habijt, en eveneens, indien mogelijk, over te gaan tot de tegenaanval, zou het dringend nodig geweest zijn een goed afgebakende tactiek te ontwerpen, die de proletariërs op het terrein van de verdediging van de levens- en werkomstandigheden *binnen het kader* van de burgerlijke maatschappij rond de marxistische revolutionaire partij zou verzamelen, en hen niet alleen zou ontrukken aan de invloed van het reformisme maar ook aan de *illusie* dat zij, die de lijn "die gaat van Marx naar Lenin en naar de Kommunistische Internationale" hadden verlaten, voor de zaak van de proletarische revolutie teruggewonnen zouden kunnen worden. Integendeel, men lanceerde onduidelijk omschreven leuzen die, *tegen de bedoelingen van de bolsjewieken in en ondanks hen*, de deur open lieten voor deze illusie, en dat des te meer voor het geval die leuzen geadopteerd waren door recidivisten van het reformisme of zelfs van het sociaal-chauvinisme, die toegesnelde waren rond de vlag van de Internationale: de leus van het "eenheidsfront" dat de deur open liet voor wisselende en zelfs tegenstrijdige interpretaties omdat het onvoldoende afgebakend was; "arbeiders-regering", nu eens gepresenteerd als een "synoniem van de diktatuur van het proletariaat", dan weer als een andere, ja zelfs parlementaire weg naar de macht; en zo verder tot en met een "bolsjewikisering" die de kommunistische partijen denatureerde en het risico met zich meebracht er een soort arbeideristische partijen van te maken, en zodoende langzamerhand de demarkatielijn verdoezelend — zo duidelijk in het begin — tussen de kommunistische partijen en de partijen en bewegingen der boeren in de kapitalistische landen aan de ene kant, en de nationaal-revolutionaire partijen en bewegingen in de kolonies aan de andere kant, wat een voorspel was van de catastrofale heruitgave in China van het mensjewistische ver-

haal van de "revolutie in etappes"; het vervagen van de grenzen van de partij, en de onderschikking van het proletariaat aan de chinese bourgeoisie, bewerkstelligd door de politiek van het nationale Front (in de vorm van de aansluiting aan de Kwomintang) had in het uur van de historisch onvermijdelijke konfrontatie met de nationale partij, het bloedige de kop indrukkende van het *niet voorbereide* proletariaat en zijn eliminatie van het politieke toneel voor een tijd die nog steeds duurt, tot gevolg, evenals de beperking van de chinese revolutie tot een democratische en burgerlijke horizon.

Het was *ook* te wijten aan dit toenemend loslaten van het bindwerk van de organisatie en de tactiek dat, in plaats van het uitkristalliseringsproces van de kommunistische partijen die voortgekomen waren uit het traditionele socialisme te controleren en te leiden, de Internationale uiteindelijk werd *gekonditioneerd* door westerse partijen die niets kommunistisch in zich hadden dan de naam. Het resultaat was tweërlei desastreus: het perspectief van de wereldrevolutie op korte termijn verwijderde zich in plaats van naderbij te komen, en parallel daaraan versterkten de burgerlijke sociale krachten, die druk uitoefenden op de bolsjewistische diktatuur van binnen uit Rusland en vooral van buitenaf, zich zozeer dat ze de partij die het magnifieke instrument ter leiding van de Revolutie van Oktober en van de burgeroorlog was geweest, wegvaagden. Het stalinisme bracht deze omwenteling in de krachtsverhoudingen op wereldschaal tussen de klassen tot uitdrukking. Het *moest* de Oude Garde vermoorden om zonder gehinderd te worden voort te gaan op de weg van de kapitalistische accumulatie. Zelfs daarvoor *moest* het zijn kontrarevolutionaire rol camoufleren achter het vaandel van "het socialisme in een enkel land", deze theorie die het begin is van de "nationale, vreedzame en democratische" wegen naar het socialisme. Kandidaat voor de opvolging van de sociaal-democratie, riep het stalinisme uiteindelijk de proletariërs van alle landen op om elkaar uit te moorden op de fronten van het tweede imperialistische konflikt.

Daarom loopt voor ons de lijn die gaat van Marx tot Lenin en tot de oprichting van de 3^e Internationale en tot aan zijn eerste schitterende jaren, voort in het gevecht van de Italiaanse Linkerzijde tegen de eerste manifestaties van een opportunistisch gevaar midden in de Komintern (in het begin alleen nog een gevaar, later een materiëel gedetermineerde, wrede werkelijkheid), en in het gevecht, in 1926 gelijktijdig gevoerd met de russische oppositie, tegen het stalinisme dat zich meester ging maken van de Sowjetstaat en van de Inter-

nationale van Lenin.

Cynisch verhuuld tussen 1928 en 1932 onder een "links" vernislaagje is het stalinisme verantwoordelijk geweest voor de politieke en organisatorische ontwapening van het proletariaat tegenover het nazi-offensief en dat van het fascisme. Het is verantwoordelijk geweest voor zijn ontwapening — deze keer ten aanzien van de democratie, en wel onder het voorwendsel van "anti-fascistische strijd" — met de Volksfronten in Frankrijk en vooral in Spanje waar het stalinisme de herboren wordende vlammen van de klassenstrijd uitdoofde in naam van de verdediging van het republikeinse bewind en wel door middel van de coalitie op regeringsniveau met de burgerlijke en opportunistische partijen. Het is verantwoordelijk geweest voor de deelname aan de tweede uitmoordpartij op wereldschaal onder de vlag van de vrijheid en van het vaderland; het is verantwoordelijk geweest voor de deelname van de "kommunistische" partijen aan fronten die niet meer alleen volksfronten waren, maar die fronten waren van nationale eenheid, voortgekomen uit het Verzet; voor de deelname van deze partijen aan regeringen die belast waren met de Wederopbouw na de oorlog; en tenslotte is het verantwoordelijk geweest voor hun —logisch— afzien van de diktatuur van het proletariaat en van het internationalisme *zelfs op formeel niveau*, voor hun openlijke kandidatuur voor de redding van de nationale economie in krisistoestand en van de zieltoegende democratische instellingen. De onderschikking van de proletarische beweging van de metropolen aan de eisen van de respektievelijke imperialistische Staten had als tegenhanger het tragische isolement van de emancipatiebewegingen in de kolonies —het stalinisme nam, zoals dat het geval was in Frankrijk zelfs deel aan het aanklagen en onderdrukken daarvan— en de onderschikking door Moskou van de meest radikale bewegingen aan de meest gematigde partijen die het meest bereid waren tot de kompromissen met het imperialisme en de oude klassen.

Daarom is de lijn die Marx en Engels verbindt met Lenin, met de oprichting van de Kommunistische Internationale, met het gevecht van de Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale vervolgens tegen het stalinisme, voor ons niet los te koppelen van het historisch gevecht tegen de volksfronten, de oorlogsfronten, de nationale fronten en al hun afleidingen tot en met de meest recente manifestaties van dat opportunisme waarvan de kwaadaardigheid zijn weerga zelfs niet heeft gehad in de bloedige oorsprongen van de oude duitse sociaal-demokra-

tie. Deze lijn is onlosmakelijk verbonden met het aanklagen van zowel de in wezen fascistische loop van het kapitalistische imperialisme waarvan Washington het centrum is, ook al is het onder het habijt van de democratie, als van het valse socialisme dat heerst te Moskou of te Peking, "socialisme" gebaseerd op de produktie van koopwaren, op de loonarbeid en al de andere burgerlijke economische categorieën.

Het hernemen van de rode draad van de doctrine, het program, de principes, de taktiek en de organisatiemethoden van het revolutionair kommunisme legt ons op terug te keren naar de wereldwijde visie van de Kommunistische Internationale in de jaren van zijn oprichting, aangevuld voor wat betreft het organisatorische gedeelte (zoals onze partij steeds heeft gedaan in de loop van deze tweede naoorlogse periode maar vooral na 1952 in een lange serie teksten, nu verzameld in het boek "*Défense de la continuité du programme communiste*" (*Verdediging van de continuïteit van het kommunistisch program*)) door de balans die de geschiedenis van de laatste vijftig jaar, het hardnekkige gevecht van de Linkerzijde bevestigend, ons heeft geleerd.

Er is geen gemeenschappelijk punt mogelijk tussen democratie en kommunisme. Er bestaat geen weg voor de emancipatie van het proletariaat die anders is dan die weg die *buiten de officiële democratische of fascistische burgerlijke instituties en tegen die instellingen, reeds nu de proletarische revolutie voorbereidt*. Deze voorbereiding sluit het zich bedienen van de verkiezings- en, erger nog, van de parlementaire tribunes, *zelfs als agitatie-middel*, uit. Deze voorbereiding bestaat uit aan de ene kant de konstante deelname aan de direkte gevechten van de arbeidersklasse ter verdediging van haar levens-, werk- en strijd-omstandigheden; en door de uitbreiding, versterking en ontwikkeling van deze gevechten op de grondslagen en met de strijdmiddelen der klasse. Aan de andere kant bestaat deze voorbereiding uit de onophoudelijke propaganda voor het uiteindelijke doel van de proletarische beweging, in verhouding waarmee de economische belangenstrijd een *krijgsschool* is (maar alleen maar een school), op voorwaarde dat deze strijd op konsekvente manier gevoerd wordt en zonder ooit zijn grenzen te vergeten of te maskeren. Via de organisatie *rond* de partij van de lagen proletariërs die zich instinktief op het terrein plaatsen van de open klassenstrijd en via de organisatie *in* de partij van de minderheid proletariërs die zich bewust geworden is van de wegen en van de *ontbeerlijke middelen* voor de eindoverwinning. Via de versterking van de direkte organisaties

die uit de economische strijd en de strijd van de vakbonden geboren worden uit reactie tegen het verraad van de vakbondscentrales, en die eveneens in de kiem mogelijkheden van een ontwikkeling in politieke zin herbergen. Tenslotte door middel van het gevecht in de bestaande vakbonden in het perspectief (dat men noch kan uitsluiten noch voor zeker houden) ze terug te veroveren, niet alleen voor de *rode* traditie, maar ook om geleid te worden door de kommunisten in situaties, nu nog ver weg, van zeer grote sociale spanning.

Er is geen plaats op deze weg voor de spontaneïstische illusie, ongelukkigterwijls steeds weer opduikend, van een niet *door de partij* voorbereide en geleide revolutie en diktatuur van het proletariaat, noch voor de trotskistische illusie van een fatale crisis van het kapitalisme, die slechts behoefte zou hebben aan de schok veroorzaakt door een georganiseerde voorhoede om in elkaar te storten, met als tussenliggende etappe de "arbeidersregeringen" samengesteld uit partijen waarvan men veronderstelt, hoewel ze bepakt en gezakt overgestapt zijn naar de kontrarevolutie, dat die teruggewonnen zouden kunnen worden dankzij de druk van de massa's in beweging en dankzij de kommunistische handigheid in het manoeuvreren, alsof de "gedegenerende Arbeidersstaten" zoals de URSS, China, Cuba of andere voor de

zaak van het revolutionaire proletariaat teruggewonnen zouden kunnen worden. Men ziet in het arbeideristische spontaneïsme een honderdjarige tegenstander van het marxisme herrijzen; maar in de "trotskistische" illusie (een bijvoeglijk naamwoord waarvoor Trotski, in weerwil van zijn dwalingen, vandaag de dag als eerste van schaamte zou blozen) herrijzen de taktische dwalingen van de Internationale in verval, maar dan ontzettend versterkt, en, op zulke bases die *principiële* afwijkingen ten aanzien van de gezonde doctrine, en alleen die afwijkingen kunnen verklaren dat sommigen de nationalisaties in de industrie, en de economische planning *op zich* voor het socialisme houden.

Het proletariaat heeft vandaag meer dan ooit behoefte aan duidelijkheid: over de doelen, de wegen en de middelen van zijn emancipatie. Het is aan dit werk van opheldering dat wij ons wijden, zonder arrogantie maar evenzeer zonder aarzeling, ervan bewust als we zijn te marcheren als "een klein kompakt groepje op een moeilijke weg", maar trouw aan de les van Lenin, vastbesloten om "niet alleen het moeras" te bestrijden, "maar ook hen die zich erheen wenden".

Dat vereist de moeilijke taak van het "herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie, in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek".

Publikaties van de Partij

in het Frans:

le prolétaire

**programme
communiste**

in het Duits:

PROLETARIER

**Kommunistisches
Programm**

in het Frans/Arabisch:

**el-oumami
(l'internationaliste)**

in het Spaans:

EL COMUNISTA

EL PROGRAMA COMUNISTA

in het Engels:

Communist Program

in het Italiaans: **il programma comunista**

voor alle kontakten:
20, rue Jean-Bouton
75012 Pari

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
 - N^{os} 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV : du n^o 164 au n^o 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F
- EN LANGUE ITALIENNE**
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna del futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F
- EN LANGUE ALLEMANDE**
- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F
- EN LANGUE ANGLAISE**
- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class 5,00 F
- EN LANGUE ESPAGNOLE**
- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F
- EN LANGUE PORTUGAISE**
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).
 Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

Pour toute correspondance en Belgique :

M. J.A. Boite Postale n^o 199 - 1060 BRUXELLES 6

NOTRE PRESSE

EST EN VENTE :

BRUXELLES :
 "La Borgne Agasse"
 45, rue St Jean

LOUVAIN LA NEUVE :
 "Centre Galilée"
 Pl de Galilée

ANVERS :
 Free Press Bookshop
 Walstraat, 7

CHARLEROI :
 "Clunny"
 86, Bd Tirou

LIEGE :
 "L'autre livre"
 7, pl E. Dupont

MONS :
 Ch Fordham
 15, rue des Fripiers

GENT :
 - Universitaire Boekhandel
 20 St Amandstraat

- Boekenfonds Maruix
 Ajuinlei, 18

ATH :
 Noterman
 54, chaussée de Mons

HASSELT :
 Standaard Boekhandel
 9, Alderstraat

il programma comunista
 Journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
 Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

le prolétaire
 Journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
 Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS